

A vertical strip on the left side of the page features traditional Chinese calligraphy in black ink on a light background. The characters are partially visible and appear to be '人', '少', '白', and '行' from top to bottom.

HEI C met

Un petit impact sur l'Institut, une grande bouffée d'O₂ pour les étudiants

Dans ce numéro,
le Comet s'écrase sur :

L'ASIE



LE PROCHAIN
NUMÉRO DU COMET
SERA CONSACRÉ AU
MOYEN ORIENT

SI L'ENVIE D'ÉCRIRE VOUS
ASSAILLE, N'HÉSITÉS PAS À
ENVOYER UN E-MAIL À :
COMET@HEI.UNIGE.CH

Rédacteurs en chef :

Antoine Perret
Jean-Claude Vignoli

Responsable Marketing :

Martin Roch

Graphisme :

Vincent Clavien

Photographe :

Claudia Walder

Caricaturiste :

Serge Eschler

Rédactrices et rédacteurs :

Taufiq Abdilah, 4ème Science politique
Aurore Brahier, 4ème HEI
Aldo Brina, 3ème année Science politique
Nathalie Bussien, 4ème HEI
Vincent Choffat, 4ème HEI
Yann Decorzant, doctorant Histoire économique
Fanny Graf, 3ème HEI
Sylvie Guichard Friesendorf, doctorante Science politique,
assistante au département HDDJP
Anne-Cécile Leyvra, 4ème HEI
Eugénie Malandain, doctorante en Sociologie, Paris
Nathalie Meyer, 4ème HEI
Marielle Mumenthaler, 4ème HEI
Daniel Pfister, 4ème HEI
Odile Rittener, 4ème HEI
Simon Schmid, 4ème HEI
Sandra Tettamanti, 4ème HEI
Raphael Van Singer, 4ème HEI
Anne Vernat, DEA Sciences de la communication,
de l'information et des médias
Pia Volger, DESS interdisciplinaire en études asiatiques
Julien Wallet, 4ème HEI

et avec la participation exceptionnelle du
Dr Michel Hammer, chargé de cours à l'IUHEI

Dépôt légal : janvier 2005
Reprise du contenu des articles
autorisée avec mention de la source.

comet@hei.unige.ch

1ÈRE PARTIE : DOSSIER ASIE

- 4 Serpent d'acier
- 5 Malaysian tryptic
- 6 Singapour - Derrière le miroir
- 7 Vision débridée du Japon
- 9 How Japan got its prison system
- 10 Pieds trempés au Bangladesh
- 11 Impressions d'un jour
- 12 Pnom Penh, année zéro
- 13 Présentation du CRAM
- 14 Samatoa, le commerce équitable au Cambodge
- 15 Vietnam, Swiss Development Cooperation
- 15 Strolling around Hanoi
- 17 Bataille idéologique dans les écoles indiennes
- 18 Médecine et politique en république populaire de Chine : un éclairage
- 20 Beijing à Hong Kong
- 21 Doubts about bright future in China
- 22 Taiwan - une si bonne réputation ?
- 23 Taiwan will never be the same

2E PARTIE : MÉTÉORITES SUR LE CAMPUS

- 25 Odile sur orbite - Il était une fois un paresseux...
- 25 Le carré des anciens
- 26 Sortir asiatique
- 28 Comet dans la mare - Ich bin ein HEI'er !
- 29 Comet pratique

3E PARTIE : LE RESTE DE L'UNIVERS

- 30 La trajectoire cinématographique - Akira Kurosawa
- 31 La Garden Party
- 32 Avoir de la neige sur la planche
- 33 Recette - Soupe à la courgette et au curry
- 33 Typologie macabre
- 34 La dinde attitude



<http://www.unige.ch/taxes>

En attendant que la SAC se décide à s'informatiser, vous pourrez trouver temporairement - on peut rêver - ce journal sur le site «<http://membres.lycos.fr/iuhei>».

Les articles de ce journal ne reflètent que le point de vue de leurs auteurs, et les fautes d'orthographe sont déposées auprès du journal.

L'Asie n'a eu cesse de multiplier les tentatives d'expérience égalitariste à leur extrême. Cambodge, Chine, Vietnam, Laos, Birmanie, Corée du Nord, URSS, sont-ce autant de signes tendant à démontrer un peuple plus uni ? Même les non-communistes, comme le Japon, font montre d'une unicité inconnue dans le reste du monde. Est-ce que les Asiatiques, après tout, tiennent plus à la fourmière qu'à l'Etat de droit ?

Aucun de ces pays socialistes n'a réussi à assurer un développement de l'individu, garantir des droits émancipateurs tels que le souhaitait Lénine. Et partout, de la Malaisie à la Chine, on tente de nous faire croire que les droits de l'homme peuvent se négocier, se transiger. Qu'il existerait des droits de l'homme «à l'asiatique», un peu comme si leur culture faisait des Asiatiques des êtres à part ; pourtant, à mi-chemin entre l'Homme et l'homme, il existe l'humanité. A force de mettre en avant ce qui nous sépare, nous oublions ce qui nous rassemble.

Où que se dirige notre regard dans cette mystérieuse partie du globe, nous croisons les mêmes doutes, les mêmes interrogations propres à nos «longitudes». Comment vivre en société, trouver les composantes propres à notre identité, trouver un moyen de vivre dans la différence. Et ces questions menèrent - tout comme en Europe - à des tentatives absurdes nationalistes, de la Chine communiste au Japon impérialiste. L'Etat est au service de la collectivité, et non l'inverse. Cela aussi, quel que soit notre continent d'origine, nous l'oublions.

Nos récits vous plongeront dans le romantisme propre aux dictateurs. Une histoire de train nous transporte en Mongolie, là où Corto rencontre son double, Raspoutine, le tueur le plus cruel et le plus adorable existant. Il pourrait avoir sa place aux côtés de Mao, qu'il conseillerait pour réprimer les «Cent fleurs». On pourrait tout autant le voir se battre pour un Taiwan libre, parmi les opposants au régime de Beijing - pour autant que la tâche soit bien payée. Du côté des rebelles, on trouverait les irréductibles étudiants non pas chinois, mais prenant le maquis à HEI. En face, chez les représentants de l'autorité, les snowboarders, les promoteurs du commerce équitable feraient rempart aux révoltés.

Une fois remis de vos émotions, le coeur ayant retrouvé une pulsation normale - et le poing redescendu, un ravitaillement vous est conseillé : un soupe, que vous mangerez en lisant la superficialité des... femmes, ce mois-ci. Attention à ne pas trébucher sur les notes de bas de page¹, car les écueils sont nombreux.

Antoine & Jean-Claude

¹ : Allez on commence tout de suite, pour s'échauffer.

SERPENT D'ACIER

Le train quitte Moscou dans l'après-midi surchauffé de l'été russe. Après deux heures d'attente, je savoure l'instant où enfin, je dépose mon sac et m'assied sur la banquette inconfortable qui me servira de lit, de table à manger, de pupitre et de confidente.

C'est alors que le temps, tel un écheveau, dévide le fil bariolé de cinq fuseaux horaires, libérant ainsi Vladimir, Novgorod, Kirov, Perm, Yekaterinburg, Omsk, Novosibirsk, Krasnoïarsk... comme un rêve. Un rêve qui s'évapore à chaque secousse, au gré de l'humeur labile d'une infatigable locomotive soviétique.

Le paysage, presque immuable, laisse deviner, ça et là, des baraquements en bois, des machines arthrosiques, des villages oubliés. Mais partout, la campagne généreuse, où poussent pêle-mêle, chardons, fleurs des champs, herbes folles et ronds de sorcières.

A Irkoutsk, j'ai cherché les larmes de Michel Strogoff, qui ont préservé ses yeux de l'épée rougie d'Ogareff. En vain... En train, je suis repartie vers le sud.

J'ai traversé la frontière, intriguée par le salut solennel d'un fier militaire aussi petit que pompeux, entouré de fils barbelés, rassuré par son arme, protégé dans sa tour de papier. Inutile sentinelle, obstinément droite, telle une hampe où s'accrocheraient encore quelques lambeaux communistes. Le *Désert des Tartares* n'est plus très loin.

Les traces laissées par Gengis Khan et sa monture me conduisent au cœur de la Mongolie où je fais une infidélité à mon vétuste et non moins obséquieux chemin de fer. Un mois plus tard, réconciliés, on se retrouve à Oulan-Bator. Le lourd serpent d'acier se remet en marche, opiniâtre, à travers les vastes steppes mongoles. Encore une fois, je suis en mouvance, à l'extérieur comme à l'intérieur. Le nez aux vitres, mon esprit vagabonde devant des paysages scéniques à la beauté saisissante. Parfois, la vue du voyageur est troublée par de minuscules points blancs qui semblent surgir de nulle

part : les yourtes mongoles.

J'écrivis plus tard dans mon journal : «Homme libre, toujours tu chériras la mer¹, disait-il... Ici, c'est la terre que l'on vénère. Reine. Vide et pleine de par les plaines. Sans peine infinie avec pour seule limite l'horizon des chevaux et des nomades, à jamais hommes libres...»

Dans un grand fracas de grincements de roues et hurlements d'acier, le train s'immobilise et en profite pour reprendre son souffle à Choir, ancienne base militaire soviétique. Victime de l'exode rural, elle est devenue une ville fantôme. On dit qu'à Choir, désormais, il ne reste que le vent.

Au fur et à mesure que les heures passent, le décor se transforme inexorablement. L'air devient plus sec. L'herbe devient sable. L'homme devient rare.

Une caravane de chameaux nonchalants nous ignore alors que l'on s'enfoncé dans le désert de Gobi.

Nouvelle frontière, nouvel écartement de voie et nouvelle langue. Me voici déjà en territoire chinois. Mon voyage touche à sa fin.

Un peu avant d'arriver à Pékin, les passagers se ruent vers les fenêtres et se bousculent : majestueusement dressée aux sommets des collines verdoyantes, se découpe une silhouette massive qui s'étire à perte de vue, ancestrale construction commencée sous le règne de l'empereur Qin Shihuang et destinée à repousser les attaques des envahisseurs venus du nord.

Avec une moyenne de 60 km/h, à défaut de franchir le mur du son, j'ai passé la muraille de Chine.

Aurore Brahier

1 : Charles Baudelaire, *l'Homme et la Mer*



MALAYSIAN TRYPTIC

Malaysia has many faces; it strikes through its cultural diversity and natural beauty. A bustling city with world's highest Twin Towers gives way to vast palm oil plantation and to the oldest rainforest on this planet, inhabited by tigers and elephants. Situated on a peninsula and an island (Borneo), framed by pristine beaches it lies between the infamous Strait of Malacca inhabited by pirates and the disputed South-China Sea. So different and so exotic it is the perfect travel destination, but there are also many underlying problems the Government of Prime Minister Abdullah Badawi hast to confront.

Malaysia is a multi-cultural and multi-ethnic country composed by mainly three ethnicities: Malays, Hang Chinese and Indians (mostly Tamils). Peaceful cohabitation between these ethnicities though is an issue that needed and still needs lots of attention today. The fundamentals for peaceful cohabitation are based on a social contract which basically comes down to the allowance of privileges for the traditionally poorer Malays in exchange for citizenship for the ethnic Chinese and Indians. Ethnic considerations have always been important in that country, be it when Malaysia excluded Singapore out of its rank in 1965 due to their high proportion of ethnic Chinese citizens. Also when after the 1969 ethnic riots between Chinese and Malays in Kuala Lumpur the country's government introduced a series of far reaching affirmative actions enshrined in the Economic Plan of 1971 favouring the economic development of Malays.

Today the recent introduction of a so-called national service, where school-leavers at the age of 17 spend a couple of months in boys scouts style doing volunteer work has as objective that youngsters of different ethnic and of course social backgrounds mix and get to know each other, thus hoping to forge a certain unity and consciousness of being Malaysian without the prefix "Chinese-", "Indian-" or "Malay-". One should not forget that our military service in Switzerland has beyond defence purposes also an aim of strengthening social cohesion. In Malaysia the problem is worsened by the link between economic classes and ethnic divisions. Malays who form the 50 something % majority are generally poor but occupy the government, public sector and security apparatus. The ethnic Hang Chinese (28%) get the business of the country going, in spite of generous business privileges granted to the Malays (like better interest rates for loans, determined minimal proportion of Malay ownership of IPO's of companies and compulsory participation or co-ownership of a Malay in the start-up of a business). The about 8% minority of Indians, finally, are occupied either in the traditional rubber-tree and palm oil plantations or work as doctors and lawyers (especially North Indians).

Malaysia was explicitly cited as a good example for affirmative actions in the latest United Nation Development Report 2004 of the UNDP that insisted in the positive relationship between diversity and development. Affirmative action yes, but what about good governance and transparency! Affirmative action should strictly follow a blueprint with set objectives to achieve, and progress should periodically be reported and the topic publicly discussed. None of this is happening in Malaysia. The objective to be a fully developed nation by 2020 is pretty blurry. No wonder that the country is witnessing an actual brain drain of mainly ethnic Chinese. The parents, whenever financially possible, send their offspring to study overseas and an increasing number of them chose to stay abroad instead of living in a country where they are subject to discrimination. The increasing *islamisation* and subsequent intent of imposition of specific ethnic-religious values upon the co patriots, by the ruling Malay majority, can sometimes lead to absurd situations. Like the recent decision by a Malay principal in a high school in Kuala Lumpur (KL) whit a majority of non-Muslim students, to no longer allow Chinese and Indian students bringing their non-*halal* food to the school premises. Amongst other arguments, he tried to rectify this absurdity by saying it was not tolerable that Muslim employees would have to empty garbage bins containing non-*halal* food left-overs.

Incidents like the one of this KL high-school are symptomatic for the sometimes tense situation. The problem of peaceful ethnic cohabitation and mutual understanding should be best tackled by starting with the youngsters, but exactly there lies the worm in the apple. The education system more than anything, has helped to polarise and disintegrate Malaysian society and thus led to the exact opposite of what one can wish for. Being a former British colony, until the 1970's the official instruction language at school was English. The decision to mainly use *Bahasa Melayu* (Malay) as the new language of education in state schools proved fatal. The ethnic Chinese and Indians esteem the economic usefulness of English a lot higher than the one of Malay and therefore increasingly sent their kids to schools where the language of instruction was either Mandarin or Tamil next to English. The result was that school furthered, and in a way "institutionalised", ethnic polarisation.

The recent decision, to instruct scientific subjects at state schools from now on in English again, is prove of an increased consciousness of that flaw. As is the national service programme. Though, since 1969, ethnic violence has not erupted again, Malaysians more than cohabitate they feel indifferent towards each other. During the day there seems to be a certain understanding and the three ethnicities work with each

other for the economy's sake. But on the way home, somewhere amidst the unpredictable traffic jams, that bond seems to dissolve and Malaysians go to their ethnic dominated neighbourhoods. Social and cultural life seems to be a question of ethnicity; mixed marriages, therefore, do exist but are the exception which confirms the rule. After having scraped off the façade of this apparently idyllic country and touched one of its many problems, one has to admit that in comparison with its neighbours Malaysia is very peaceful and ethnic violence has not reoccurred since the late 60's. Also,

contrary to what many people think, and despite of a surge of political Islam among the Muslim-Malay majority, religious extremism is the exception and terror organisations as the al-Qaeda-linked Jemaah Islamiyah enjoy very little if any comprehension among the Malaysian population. A statement, which was confirmed by the last parliamentary elections where the Islamist party PAS lost most of its seats.

Simon Schmid

SINGAPOUR - DERRIÈRE LE MIROIR

En taxi de l'aéroport à mon appartement je suis ébahi par l'intensité des couleurs, la quantité d'arbres et de fleurs, la chaleur, le parfait macadam comparable aux meilleures autoroutes européennes, les Lexus, Mercedes, Ferrari et autres bolides de luxe, les gratte-ciel... la propreté! Je viens d'atterrir à Singapour, au centre de l'Asie du Sud-Est, une île grande comme le canton de Genève, circonscrite au nord par la Malaisie et au sud par l'Indonésie. La première comparaison qui me vient à l'esprit : «Monaco des tropiques!»

Après le départ des Japonais et des Britanniques à la suite de la Deuxième Guerre Mondiale, Singapour est d'abord intégrée à la Fédération de Malaisie puis a obtenu l'indépendance le 9 août 1963. Le People's Action Party (PAP), sous l'égide de Lee Kwan Yew, père spirituel et forgeron de Singapour, réussit le pari incroyable de mener son pays en l'espace de quelques décennies au rang des nations développées.

L'héritage linguistique britannique, la stabilité politique, les cadeaux fiscaux vertigineux et le dirigisme économique soutiennent l'essor formidable de son économie. Une histoire de succès comme on la connaît seulement parmi les Tigres d'Asie. Sans aucune ressource naturelle, mis à part ses cerveaux, Singapour a trouvé le chemin du développement. Considérant que Singapour est composée de 75% de Chinois, 10% de Malais et 10% d'Indiens (hindous et tamils), le gouvernement, à travers sa politique ethnique, a même réussi ce que beaucoup d'autres pays de l'Asie du Sud-Est tentent d'atteindre, notamment une apparente harmonie sociale.

La question qui se pose est : comment y est-on arrivé?

Un élément de réponse, le plus frappant à mes yeux, se trouve dans l'omniprésence du gouvernement. Tous les domaines de la vie humaine sont sous surveillance rapprochée des autorités. Dans le domaine de la vie familiale, jusqu'à la fin des années 80, le gouvernement proposait avec insistance aux parents de n'avoir pas plus de deux enfants. Ceci était mis en œuvre en

augmentant l'imposition fiscale de manière plus que proportionnelle dès qu'une famille avait plus de deux enfants, et en rendant impossible l'accès aux écoles supérieures au troisième enfant. Aujourd'hui par contre, le gouvernement encourage les familles aisées et d'origine chinoise à avoir un troisième, voire quatrième enfant. Le défi de la population vieillissante se fait aussi sentir à Singapour, de plus les Malais (traditionnellement plus pauvres que les Chinois) ont tendance à avoir un taux de natalité plus élevé que ces derniers. De là, la crainte du gouvernement qui est strictement entre les mains des Chinois, de voir baisser la proportion de Chinois à Singapour.

Les autorités se mêlent aussi des déménagements en dictant la proportion de chaque nationalité pouvant habiter dans un certain quartier. De surcroît, le gouvernement joue le rôle d'agence matrimoniale afin d'atteindre l'harmonie ethnique parfaite. Des brochures expliquant les moyens les plus sûrs de trouver un/une partenaire sont publiées et un certain taux d'hétérogamie est fixé.

Comme on peut s'y attendre, l'économie est fermement dirigée par le gouvernement. Le fils de Lee Kwan Yew, Lee Hsien Loong, a été désigné sans élection Premier ministre le 12 août 2004. Sa femme Mme Ho Ching est la directrice exécutive et CEO de «Temasek Holdings». Cette entreprise est la grande entreprise financière de Singapour détenant les secteurs des médias et communications, des transports, de la construction, de l'énergie etc. Au total, 48% de l'économie singapourienne est entre les mains de la femme du Premier Ministre.

Il en va de même pour la recherche et la culture. Des complexes faramineux sont créés de toute pièce d'un jour à l'autre parce que le gouvernement se rend compte que cela favorise la créativité et l'esprit d'innovation. Ainsi, en l'espace de deux ans, pour un montant de Sfr. 400 millions, un centre de recherche ultramoderne, Biopolis, a été construit. Se basant sur la législation laxiste dans le domaine de la recherche sur les cellules

souches, une quantité d'entreprises s'y sont implantées. De même une salle de concert et de théâtre, l'Esplanade, d'un coût de Sfr. 300 millions, a été construite en 2002, afin de guider les Singapouriens vers une plus grande prise en compte de la culture.

Ce dirigisme social est une épée à deux tranchants. D'une part, il est clair que ce n'est qu'à travers un contrôle rigoureux que Singapour a pu atteindre un niveau de vie comparable aux niveaux observés en Europe ainsi qu'une cohabitation paisible entre ses différentes composantes. Toutefois le coût social en est élevé. Ébahi à mon arrivée, le temps passé à Singapour m'a rendu beaucoup plus critique. Lee Kwan Yew est considéré comme une sorte de Dieu vivant qui, dans sa bonté incommensurable, vient de donner son fils Lee Hsien Loong à la nation, afin que celui-ci promulgue son évangile. Le gouvernement est au-dessus de tout soupçon. La population croit mot pour mot ce que les autorités lui disent. Nul ne pose de questions puisque ce que Lee dit est juste et bon. Il m'a semblé assister à un lavage de cerveaux collectif tellement l'apathie politique est flagrante. Les années d'autoritarisme latent ont mené les Singapouriens à se tourner vers quatre objectifs, les fameux «4C» : *Cash, Credit Card, Car, Condominium* ; en gros, Consommation. Chaque week-end des quantités inouïes de personnes se ruent dans les centres commerciaux de Orchard road. Des centaines de milliers de personnes s'adonnent frénétiquement à leur grande passion : le shopping. Une vraie machine à sous. Le gouvernement, conscient que la croissance économique ne peut perdurer qu'avec une consommation nationale élevée, essaie d'attiser cette dernière en lançant des grandes campagnes commerciales. Entre autres les soldes qui sont, à ma grande surprise, des campagnes lancées par le gouvernement.

Dans cette frénésie effrénée entourée d'une apathie politique, beaucoup de questions se posent. Quelles sont les réalités sociales? Comment un pays avec une

façade si moderne vit-il ses origines asiatiques? C'est en vivant quelques mois sur place que je me suis rendu compte que le système social et familial est dominé par l'archaïsme et le patriarcat. Aucune assurance vieillesse, chômage, maladie ou autre n'existe. L'organisation familiale, pour les Chinois du moins, est basée sur le clan, avec tous ses avantages et défauts. Les Malais quant à eux basent leur mode de vie sur le *pater familiae* et appliquent à la lettre la ségrégation de genre. Une société d'une pudeur extrême où aucun sein ne peut paraître sur les écrans sans être censuré, mais où les jeux de guerre sont omniprésents. Un système judiciaire qui applique la peine de mort pour le trafic de drogues et le *canning* (c'est-à-dire le fouet) pour les troubles à l'ordre public.

Entre ce modernisme de façade et les réalités sociales bien plus terre à terre un fossé gênant jaillit. «La visite de la vieille Dame» de Friedrich Dürrenmatt garde toute sa pertinence à Singapour où une atmosphère latente de société corrompue dans ses valeurs par l'argent et l'avarice se fait sentir.

Le gouvernement semble lentement prendre conscience de ce fait et va vraisemblablement, selon les meilleures traditions singapouriennes, trouver une solution pragmatique et rapide au problème (ou va du moins la vendre en tant que telle et la population suivra).

Mais il serait peut-être temps que la société tente d'agir avant que le gouvernement ne le fasse en se rappelant les principes de Johann Heinrich Pestalozzi qui disait : «Est un pauvre diable celui qui valorise plus son confort que sa liberté et son droit.»

Vincent Choffat

VISION DÉBRIDÉE DU JAPON

Le présent article cerne les principaux points forts et les points faibles principaux du Japon tels que perçus par les Suisses et s'articule autour de plusieurs grands thèmes traités successivement. Il aborde le poids des traditions dans la société japonaise, l'extraordinaire dynamisme, efficacité et expansion économique de celle-ci, pour enfin s'intéresser au manque de connaissance du Japon par l'Occident et conclure au travers d'une brève réflexion générale sur la possibilité de combattre l'ethnocentrisme suisse.

Les Suisses semblent être d'accord pour affirmer que les traditions posent un problème conséquent dans la

vie quotidienne des Japonais. Cela se reflète en premier lieu dans le monde du travail. L'emprise profonde des sociétés dans la vie de leurs employés, le dévouement et la loyauté outrancière à l'entreprise et au travail, ainsi que la stricte hiérarchisation des fonctions, notion qui nous renvoie directement à l'ordre des samouraïs, apparaissent comme affectant sensiblement la qualité de vie des Japonais. Des termes tels que *karoshi*, mort par le travail, la rigidité excessive du système scolaire, accompagné du surpeuplement et de la forte urbanisation des plaines semblent compléter la vision du «peuple de fourmis», concept pour la première fois exprimé publiquement par l'ex-Premier Ministre français

Edith Cresson au début des années 1990.

De plus, l'héritage d'un code de politesse très sophistiqué engendre en partie la rigidité des relations interpersonnelles, et cette image se renforce en Occident au travers d'ouvrages grand-public à succès tels que le caricatural *Stupeur et Tremblements*, traduit en ce qui concerne la Suisse dans trois des quatre langues nationales¹.

Paradoxalement, la perte progressive de repères traditionnels au sein de la jeunesse japonaise semble engendrer des comportements excessifs dus à ce que l'on pourrait qualifier en termes sociologiques conventionnels d'anomie.

Entre la perte de l'esprit traditionnel et le devoir de s'adapter à l'ère de la mondialisation, un choix problématique s'impose aux Japonais. Soit ils abandonnent l'éthique communautaire des générations antérieures et se posent comme des *shinjinrui* (nouveaux êtres humains), soit ils se rattachent à une résurgence des sentiments néo-nationalistes de fierté patriotique du vieux Japon (*Yamato*)².

Gageons qu'ils sauront faire la synthèse entre les deux tendances, nous prouvant encore une fois leur extraordinaire et dynamique force de construction et d'adaptation. Cette force s'illustre par d'innombrables exemples, dont il ne s'agit pas ici de faire la liste exhaustive, mais simplement d'illustrer les présents propos au travers de quelques exemples du Japon moderne. Ainsi, leur ouverture sur l'Occident et les réformes réussies de l'Ere Meiji, l'effort militaire considérable entamé à la fin du XIX^{ème} siècle lui permettant dès 1919 de devenir la troisième plus grande puissance navale du monde, la reconstruction en un temps record de Tokyo après le grand tremblement de terre de 1923, l'incroyable réussite économique après la Seconde Guerre Mondiale, ou encore récemment l'efficacité de l'ingénierie institutionnelle dans le passage de l'ancien système électoral du vote unique non-transférable au nouveau système mixte sur base majoritaire et proportionnelle. Cette capacité de réformes rapides et efficaces est particulièrement impressionnante pour une Suisse habituée à une évolution lente et basée sur un grand nombre de consensus.

Le Japon est synonyme de rigueur, de qualité et de discipline, et cela n'est pas pour déplaire aux Suisses, qui se reconnaissent bien dans ces valeurs. Il suffit à ce propos de voir les parts de marché particulièrement grandes des véhicules de fabrication japonaise en Suisse. La minutie du savoir-faire japonais semble nous renvoyer à la précision de l'horlogerie suisse. Il est aussi intéressant de noter que les réseaux ferroviaires japonais et suisses ont été élus en 2003 comme étant les plus ponctuels au monde.

D'autre part, la puissance industrielle et technologique du Japon a indéniablement marqué le monde entier. Aussi bien dans les secteurs industriels lourds tels que l'automobile ou la construction navale que dans

l'optique, l'informatique et la microtechnique, le Japon est un des leaders mondiaux incontestés. Il fascine ainsi par son avance scientifique dans la recherche et le développement et en fait un pays à la pointe de la technologie.

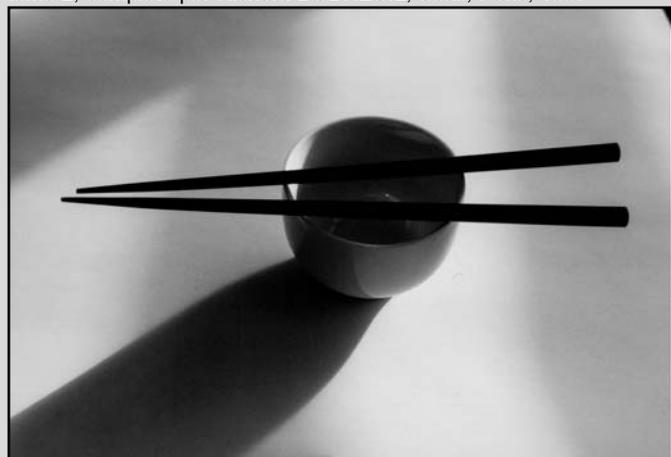
Sa considérable expansion économique dans le monde lui a toutefois valu une mauvaise réputation. En concurrençant fortement les producteurs occidentaux et pratiquant dans une certaine mesure le protectionnisme et le dumping, certains mauvais esprits sont même allés jusqu'à faire un parallèle entre l'expansionnisme économique moderne du Japon et son implication militaire dans la périphérie asiatique durant la première moitié du XX^{ème} siècle. Les polémiques actuelles en matière de révisionnisme des livres scolaires d'histoire concernant les agissements des troupes japonaises durant les occupations de la Corée, ainsi que la controverse sur la dénomination de la Mer du Japon semblent nuire sérieusement à l'image du pays.

Il est étonnant que ces vues de l'esprit erronées se soient exportées dans les mentalités suisses, car le Japon ne concurrence que dans une moindre mesure l'économie suisse, et comme nous l'avons vu préalablement, il y a une indéniable correspondance entre les valeurs des deux pays. Ces conceptions occidentales dénuées de fondement réel dans la réalité suisse dénotent surtout de leur part un manque de connaissance du Japon. Il faut ainsi combattre les préjugés et l'ethnocentrisme en faisant découvrir le Japon tel qu'il est véritablement. Ne pas encore être parvenu à montrer son vrai visage constitue une faiblesse indéniable, et sa force résidera dans son aptitude à éveiller davantage l'intérêt des Occidentaux en faisant connaître la richesse du pays et sa culture si particulière capable de fasciner les esprits.

Julien Wallet-Houget

1 : Pour l'édition française, NOTHOMB, Amélie, *Stupeur et Tremblements*, Albin Michel, Paris, 1999.

2 : REISCHAUER, Edwin O., *Histoire du Japon et des Japonais*, tome 2, complété par Richard DUBREUIL, Seuil, Paris, 1997



HOW JAPAN GOT ITS PRISON SYSTEM

Already before the opening of Japan towards the West (1854) European reports on Japanese spiteful persecution and mass execution of Christians (early 17th century) existed. However, it was not until the 19th century, when public executions were abolished in Europe¹, that reports started to lay emphasis on the cruelty of *Japanese* punishments. According to contemporary Western observers the existence of a complex array of physical punishments indicated the backwardness of Japanese civilization. As a consequence of this view the inclusion of the right to extraterritoriality in the treaties of Kanagawa (so-called unequal treaties) can be cited: Western nationals having violated Japanese law would not have to justify themselves in a Japanese court but would rather be subject to the laws of their respective countries. (Botsman 1999:253) Furthermore Western powers imposed a rule that implied severe punishment for those Japanese attacking foreigners. Hence, in order to satisfy foreign visitors the Meiji-government repeatedly forced Japanese aggressors to commit *hara-kiri*, in front of the eyes of the attacked person and it does not surprise that Western witnesses of this spectacular - though commonly rarely imposed! - punishment eagerly took notes and spread their observations of this "barbaric" Japanese penalty. Thus it was ironically this rule - put forward by Western foreigners - which contributed to the intensification of the savage image of Japanese punishment and to the perpetuation of the unequal treaties. As the abolition of those treaties was a priority on the political agenda of the Meiji-government, politicians started to urge for acceleration in reforming the existing penalty laws in order to eradicate old "barbaric" customs and to replace them by more "humane" penalty laws based on Western standards.

In the first place in 1868, the execution of all penalties concerning exile and banishment was to be spatially limited to the island Ezo², i.e. to the northern margins of imperial Japan. One year later two of the most spectacular death penalties (*hiaburi* [being burned at the stake] and *haritsuke* [crucifixion]) were abolished. These changes are highly interesting, for they indicate the declining importance of the public display of punished bodies and the rising importance of imprisonment as core punishment (in the preceding centuries imprisonment was not a punishment in itself). The decision to send all exile-candidates exclusively to Ezo is furthermore of importance when we consider Hokkaido's role as Japan's "prison island" in the upcoming years³.

The first Meiji-official who worked closely on the modernization of the Japanese penalty system was Ohara Shigeya. In 1870 Ohara undertook a research trip to the British colonies in Hong Kong and Singapore where he studied the functioning of Western prison institutions. In Singapore he was furthermore introduced

to the works of Jeremy Bentham and the notion of the panopticon, which lead Ohara to the creation of the neologism *kangoku*, describing a prison based on the principle of surveillance. After his return to Japan, Ohara published his famous Illustrated Prison Rules (*Kangoku soku narabi ni zushiki*) which were furthermore presented to the Minister of Domestic Affairs. Despite the fact that an immediate implementation of Ohara's recommendations failed due to budgetary reasons, the theoretical background for the introduction of modern prison discipline in Japan was provided. (Shigematsu 1985:4-5)



Concerning the abolition of torture in Japan, the figure of the French jurist Gustave Emile Boissonade de Fontarabie is central. Boissonade was employed as councillor to the Meiji-government and engaged himself actively by stressing in his *Mémoire sur l'abolition de la torture* the positive implication an official abolition of torture would have in regards to an abolition of the unequal treaties. Eventually Boissonade supervised also the composition of the first Japanese penalty code according to the existing French version: punishments according to social status were finally abolished and the various kinds of publicly displayed death penalties were reduced to a "discrete" execution by hanging behind prison walls.

However, as the historian Daniel Botsman points out, it would be shortsighted to explain the modernization of

the Japanese penalty system *exclusively* by foreign impact. Although Boissonades advocacy for the abolition of torture was indeed important, it was not until 1879 when torture was formally put to an end. By this time, however, the Meiji state could already rely on a functioning police-apparatus and on juridical courts, an infrastructure that allowed the transformation of a policy of terror towards a policy of social control.

Furthermore, I believe that rather than overemphasizing the pressuring impact of the unequal treaties, the establishment of Japans first modern prison in 1877 can be explained as a direct consequence of domestic rebellions against the Meiji-government and the immediate necessity to confine a - to Japanese authorities yet unknown - number of criminals⁴. Hence, the replacement of former logics of punishment by a penal system based on the prison and the principle of surveillance was due to severe pressures from Western great powers along with domestic developments.

Together with other radical changes in the societal structure, this implementation of the modern prison can be regarded as a key element in building the modern Japanese nation state.

Pia Volger

1 : In Western-Europe it was the housekeeper Anna Göldin who was executed as "last witch" on June 18th 1782 in Glarus (Switzerland) (Weidel 2002:# Göldin Anna)

2 : Ezo was until 1869 the Japanese denomination for the Northern territory Hokkaido

3 : I provided elsewhere an in depth discussion on the role of Hokkaido's prisons during the colonialization process of the island, see Vogler 2004.

4 : The Satsuma rebellion (*seinan sensō*) in Southern Japan was one of the greatest samurai-upheavals: In February 1877 42,000 persons rose against the new government, which dispatched 60,000 soldiers to fight back the rebellious samurai. Finally 43 000 persons were arrested of whom 2,764 were executed and 27,000 sentenced to imprisonment. (Mitchell 1992:15)

PIEDS TREMPÉS AU BANGLADESH

1971... Une date qui marque la séparation du Pakistan oriental d'avec le Pakistan occidental et la naissance d'un nouvel Etat d'Asie : le Bangladesh. 1971... Une date qui reste encore fortement gravée aujourd'hui dans l'esprit de tout un peuple, orgueilleux de l'indépendance acquise. 1971... Une date « nationale » à laquelle se sont greffés, outre bien sûr une langue nationale - le bengali, un fruit national, une danse nationale ou encore un arbre national. Et puisque dans ce pays toute chose possède un aspect « national », fierté oblige, le Bangladesh a également un problème national : l'eau

En découvrant les paysages bangladais, l'œil ne s'arrête pas seulement sur la richesse végétale du pays (Ah ! Les bananiers, cocotiers, manguiers et autres « habitants » de la mangrove... Un vrai paradis !), mais découvre aussi avec étonnement le nombre d'étendues d'eau qui se suivent sans pour autant se ressembler, nichées partout, y compris au cœur des villes et des villages. Lorsque arrive la saison des pluies, ces étendues débordent à n'en plus finir, alors que les fleuves qui traversent le pays, le Gange - rebaptisé Padma par les Bangladais - et le Brahmapoutre, sortent de leur lit et vont baigner les rives. Voilà le premier problème lié à l'eau, visible celui-ci : les inondations.

Cependant, il existe un second problème, lié indirectement au premier, mais plus surnois et moins visible celui-là. Il s'agit de la contamination de l'eau par l'arsenic. En effet, cette substance incolore se trouve de manière tout à fait naturelle dans les sous-sols du pays. Dans les années 1960, une irrigation intensive des terres a été mise en place; les nappes d'eau souterraines ont alors commencé à baisser, exposant

l'arsenic à l'air. Une fois oxydée, ses composantes se sont dissoutes dans l'eau et se sont dispersées à partir des sous-sols jusqu'aux couches phréatiques pendant les inondations dues à la mousson. En sachant que certaines composantes de l'arsenic se révèlent être terriblement toxiques et qu'elles peuvent causer des cancers de la peau, des reins, des intestins, des problèmes respiratoires et, dans le pire des cas, la mort, on peut aisément imaginer la catastrophe à laquelle conduit cette substance au sein d'un pays densément peuplé - le nombre d'habitants est d'environ cent quarante millions pour une superficie territoriale trois fois supérieure à celle de la Suisse.

C'est en 1993 que l'arsenic a été découvert pour la première fois dans les eaux souterraines du pays et ce n'est que trois ans plus tard que le problème s'est manifesté dans toute sa gravité. Il a alors été établi par le gouvernement du pays et par l'Organisation Mondiale de la Santé que plus de quarante pour-cent de la population du Bangladesh consommait occasionnellement ou régulièrement de l'eau contaminée. Comment faire face à ce problème alors que les autorités bangladaises n'ont pas forcément les moyens techniques et financiers adéquats ?

Dans un premier temps, le gouvernement bangladais a cherché à faire prendre conscience du risque de boire de l'eau contaminée par l'arsenic à la population en transmettant, entre autre, des avertissements à la radio et à la télévision. Un comité national sur l'arsenic a été mis en place, mais de manière générale, les efforts entrepris n'ont abouti qu'à peu de résultats effectifs. C'est finalement par le biais d'un travail commun entre

les autorités bangladaises et les organisations non gouvernementales qu'a été mis sur pied dans tout le pays un système de marquage des puits. Ces derniers sont examinés un à un afin de voir si l'eau qu'ils contiennent est contaminée ; si tel est le cas, la contamination est signalée par un trait rouge sur le puits. Un travail de titan ? Sans aucun doute. Mais en attendant qu'un programme d'atténuation de l'arsenic soit mis en place et se développe pleinement, il est difficile de faire autrement. Si l'empoisonnement par l'arsenic met du temps à se déclarer, la situation nécessite cependant une action rapide de la part des acteurs nationaux et internationaux. D'une part, il faut agir pour la population bangladaise, pour qui l'empoisonnement à l'arsenic peut avoir de grandes retombées sociales, les composantes toxiques de l'arsenic laissant des traces visibles sur le corps, ce qui conduit la plupart du temps les malades à se retrouver au chômage, à être rejetés par leur famille et la société en générale, etc. D'autre part, il faut rapidement améliorer la situation pour l'environnement du pays déjà

passablement touché par la pollution de l'air dans les grandes agglomérations - au revoir les *rickshaws* (*ndlr* : pousse-pousse), bonjour les voitures et les motos - et celle de l'eau (outre les problèmes liés à l'arsenic, se pose également la question des déchets qui sont déversés par milliers dans les étendues d'eau qui reposent au sein des villes et des villages et dans lesquelles la population se baigne, lave ses vêtements, etc.).

A bien y réfléchir, l'eau, si vitale pour l'être humain et qui, pourtant, commence à s'amenuiser, ne va-t-elle pas représenter une richesse, sinon LA richesse mondiale dans les décennies à venir, au dépens de l'or et autre pétrole ? Dans ce cas, le Bangladesh aurait en sa possession un important stock de valeurs, valeurs dont les intérêts mériteraient d'être préservés, pour les Bangladais, mais aussi pour le reste de l'humanité...

Nathalie Bussien

IMPRESSIONS D'UN JOUR

Peshawar,
 Une ruelle,
 Ruelle si étroite que je peux à peine y passer.
 Un enfant appelle, interpelle,
 Il court, je le suis
 Ruelle en pente, enivrante,
 Une porte s'ouvre
 Je monte,
 Monte, et vois devant moi
 Le minaret s'élever et briller ;
 Les dalles blanches m'éblouissent,
 Chaleur accablante.

Des pèlerins dorment dans l'ombre de la mosquée.

Des souliers, mes souliers.

Une eau froide s'écoule au cœur de la cour.
 Pénombre accueillante,
 Des enfants psalmodient, l'imam se penche et balance.
 Les murs brillent de mille feux,
 Pierres précieuses,

Peshawar.

Raphael Van Singer

PHNOM PENH, ANNÉE ZÉRO

Vie très riche, faite d'un savant mélange de coups durs et de moments enthousiasmants, l'anecdote facile et prompte à sourire - qualités certainement essentielles pour accepter des images que personne n'est jamais prêt à voir, Mme Duc-Reynaert a vécu une des périodes les plus troubles du Cambodge, avec l'arrivée des armées khmères rouges à Phnom Penh.

Sur place avant la prise de la capitale, elle officie en tant qu'infirmière anesthésiste au service du CICR. Elle prodigue des soins à la population, en pleine guerre civile, et parfois dans des camps. Ce 17 avril 1975, Mme Duc-Reynaert se trouve à l'hôtel Phnom, tenu pour «zone de sécurité». En effet, le CICR, selon les conventions de Genève, est habilité à créer des zones neutres ; toutefois, pour être effective, la zone requiert l'assentiment des parties... ce que, formellement, les Khmers rouges ne donnent pas, et pour entrer dans l'hôtel, des fouilles consciencieuses sont régulièrement pratiquées. Le bâtiment accueille près de deux mille personnes, qui cherchent en réalité plus un abri que des soins : «beaucoup de gens avaient leurs casseroles avec eux», raconte l'assistante de direction. Heureusement, car le maigre personnel de l'organisation - douze personnes - aurait été bien en peine de prendre en charge une telle foule. Seules les urgences sont assurées.

La prise de Phnom Penh, telle que l'observe Mme Duc-Reynaert, se déroule en deux phases : à l'arrivée des militaires même, la population est en liesse. Il faut en effet savoir que le pouvoir était ressenti comme très corrompu, et que dans la conscience collective des habitants, ou même pour les internationaux sur place, le seul échappatoire est de faire *tabula rasa* du passé : «quelle que soit la suite, cela ne pouvait qu'être mieux», indique Mme Duc-Reynaert. Ces premiers conquérants à entrer dans la capitale seront accessibles et ouverts au dialogue avec les ONG. Avec la deuxième vague de Khmers toutefois, le ton change, des enfants armés veulent réquisitionner le matériel médical du CICR ; le personnel ne s'y oppose que par principe : «face à un fusil, on ne fait pas grand-chose, on se sent tout petit», explique l'ancienne infirmière.

Les nouveaux maîtres de Phnom Penh forcent les habitants de l'hôtel - et de la ville entière - à prendre le chemin de l'exode et ce, quel que soit l'état des individus ; certains partent pour la forêt, couchés dans un lit avec perfusion ! «J'ai l'image affreuse d'un vieil homme poussant sa femme, assise sur une simple table de nuit», confie-t-elle. Sur un registre plus anecdotique, un sort est fait aux pneus de voitures, utilisés et découpés pour fabriquer des sandales. Les histoires sur l'improvisation de certains en cordonnier ne sont donc pas une légende.

Les membres de l'ONG trouvent refuge, après négociation, à l'ambassade de France, dont le pays a reconnu le régime khmer quelques jours auparavant. Si les internationaux sont en sécurité, ils vont être confrontés à des choix et à des situations qu'on ne peut comprendre et intégrer sans les avoir soi-même vécues. Par exemple, le prince Serik Matak - l'un des principaux instigateurs du coup d'état de 1970 ayant mené à la guerre civile - a, dans un premier temps, demandé l'asile politique au CICR, protection que l'organisme ne pouvait lui accorder, n'en ayant pas la capacité juridique. Il s'abrite alors à l'ambassade, dans ses sous-sols ; les Khmers le réclament, menaçant de tuer tout le monde en cas de refus. Devant ce choix cornélien, les représentants français doivent se résoudre à le livrer... Empruntant un chemin qu'il sait sans retour, Matak part dignement, calmement : «C'est un homme qui savait qu'il partait vers sa mort. [...] Il a dit au revoir à ses amis, et puis il est parti», relate Mme Duc-Reynaert, émue à l'évocation de ce souvenir.

Autre moment fort, lors de la mort d'un réfugié cambodgien, où aucun moyen d'incinération - requis par le bouddhisme - ne peut être trouvé pour le cadavre ; c'est en catimini, durant la nuit, qu'on se débarrasse du corps en le lançant par-dessus l'enceinte de l'ambassade. Le plus difficile va être de rassembler son courage pour annoncer à la veuve, le lendemain, qu'on



a fait le «nécessaire» pour la dépouille de son défunt époux...

Le calvaire de l'ambassade prend fin à l'issue d'un nouveau chantage, les maquisards demandant cette fois-ci de livrer tous les Cambodgiens blottis à l'intérieur, mais également que les ressortissants étrangers quittent immédiatement le pays. Encore une fois forcé de céder, c'est au bout de quatre jours de route sans interruption et bien escorté par des gardes khmers que le groupe d'internationaux atteint la frontière thaïe. Dans ce pays qui s'éloigne au fur et à mesure de leurs pas, les Khmers rouges vont se livrer aux atrocités que l'on connaît : sous prétexte de leur idéologie démente, ils vont commettre un génocide faisant tomber près d'un million de Cambodgiens, selon les estimations récentes .

«C'était une expérience d'observation humaine extraordinaire : on connaît l'homme de tous les jours, mais pas celui confronté aux situations extrêmes. Certains deviennent héroïques, d'autres font montre d'un égoïsme inimaginable», conclut cette ancienne membre du CICR. Ces images dont nous abreuve aujourd'hui la télévision, le cinéma, ces tranches de vie nous paraissant si familières que nous avons l'imposture d'imaginer les avoir vécues, Mme Duc-Reynaert les a imprimés à tout jamais dans son esprit.

Jean-Claude Vignoli



Madame Mariejo Duc-Reynaert est assistante de direction au Centre de recherche sur l'Asie moderne (CRAM). Femme très active, elle a été au cœur de certains événements phare de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Elle a ainsi pu assister à la prise de pouvoir khmère au Cambodge, la réunification du Viêt Nam de l'intérieur, en passant par la Palestine au milieu des années septante. Elle est par ailleurs l'une des cofondatrices de «Krouсар Thmey»¹, une association destinée à apporter une aide efficace et ciblée aux enfants déshérités cambodgiens.

¹ : Plus d'informations sur <http://www.krouсар-thmey.org>

CRAM ?

CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ASIE MODERNE (CRAM)
IUHEI/IUED

Le CRAM est un centre de documentation et de recherche fondé en 1971 par l'IUHEI. Depuis 1974 et 1987, il est également soutenu par l'Association Genève-Asie et par l'IUED.

Le Centre :

- a) conduit des études et des recherches sur l'Asie contemporaine en matière de relations internationales et de développement;
- b) coordonne la promotion des études asiatiques pour l'ensemble de l'Université et des deux instituts universitaires à Genève; il offre également un support documentaire et scientifique pour les mémorisants (licence, DEA, DESS) et doctorants;
- c) est à l'origine de la création du nouveau DESS interdisciplinaire en études asiatiques commun à l'IUHEI, l'IUED et l'Université de Genève.
- d) organise régulièrement des conférences et des séminaires.

Son unité de documentation, unique en Suisse, possède une collection d'environ trois cent soixante revues scientifiques traitant des aspects économiques, politiques et sociaux de l'Asie.

Elle possède également une série de bulletins d'information, coupures de presse, comptes rendus concernant les différents pays asiatiques.

Elle détient un important fonds d'archives et de documents traitant de l'Indochine dans les années 1960-70. Ce fonds est déposé à la Bibliothèque de l'IUHEI et peut être consulté sur rendez-vous. Il existe également un fonds documentaire sur l'Afghanistan.

Une collection d'ouvrages statistiques ou de références est disponible, y compris les documents de la Banque asiatique de développement dont l'IUED et le CRAM sont dépositaires officiels en Europe.

Le Centre publie des *Occasional Papers* et des ouvrages collectifs faisant suite à des colloques ou autres manifestations scientifiques.

Le Centre est ouvert au public tous les jours ouvrables de 8h à 12h et de 13h à 17h. Il est fermé le mercredi après-midi.

SAMATOA, LE COMMERCE ÉQUITABLE AU CAMBODGE

Le 12 novembre dernier, la petite ville de Siem Reap, située à dix kilomètres des temples d'Angkor, a connu un évènement singulier : le premier défilé de mode de vêtements 100% équitable. Organisé dans la rue et accessible à tous, cet évènement a été l'occasion de découvrir une gamme de vêtements en soie et de faire connaître un nouveau type de projet : le commerce équitable.

En 2003, une équipe de bénévoles bretons découvre un potentiel pour une économie solidaire au Cambodge : la soie. Touché par la misère ambiante en dépit de l'aide internationale importante et d'un taux de croissance de 4,8%, l'idée émerge de poser les bases d'une économie respectueuse de l'homme et de son environnement. Le commerce équitable est une alternative. En se fixant des objectifs sociaux, économiques et environnementaux, il constitue un moyen de créer une dynamique permettant aux Cambodgiens de retrouver leur dignité.

C'est ainsi qu'en février 2004, sous l'impulsion de l'association Rencontres Scolaires Nord Sud (RSNS), la coopérative Samatoa («équitable» en cambodgien) voit le jour. Durant les premiers mois, l'équipe franco-cambodgienne s'attache à recruter cinq couturières sans emploi et à poser les bases de son fonctionnement. Elle se joint à une association proposant des formations en couture et met en place un programme de remise à niveau indispensable à l'autonomie des artisans : cours de khmer, de mathématiques, de stylisme, d'anglais, etc. Par ailleurs, soucieuse de faire preuve de transparence et de professionnalisme, l'association crée un système d'audit interne permettant une auto-évaluation de ses objectifs. La dignité, la solidarité, l'insertion, une relation directe et un prix juste sont au cœur du projet. Prenant pour base les normes fondamentales du travail de l'Organisation Internationale du Travail, la coopérative s'attache à appliquer le code du travail cambodgien, seuil minimal de tous projets de développement.

Afin de permettre la rentabilité du projet, l'association cible le marché local. Profitant de la concentration des touristes sur la région d'Angkor, cette proximité comporte plusieurs avantages : un prix équitable permettant une juste rémunération des artisans et des prix compétitifs par la limitation des intermédiaires, une relation directe entre les artisans et les consommateurs, la création d'un fond d'investissement pour la coopérative. Par ailleurs, prenant en considération les

expériences des autres associations de commerce équitable, Awen Delaval, le coordinateur du projet, a l'idée d'utiliser le marché de l'exportation pour susciter une dynamique locale. C'est ainsi qu'il propose à des entreprises cambodgiennes travaillant avec des artisans handicapés de distribuer leurs produits en France en contrepartie de la mise en place d'un système d'audit social et environnemental. Plutôt que de sanctionner, l'idée est de travailler ensemble sur des mesures d'améliorations prenant en considération les contraintes locales. En l'espace de quatre mois, l'entreprise Rehabcraft adopte un règlement intérieur et rédige des contrats de travail pour ses salariés. Des évaluations sont effectuées tous les six mois par Phirum Duk, directeur de Samatoa.

Toutefois, si Samatoa propose une alternative innovante, son succès dépend de sa capacité à dépasser le paradoxe inhérent au commerce équitable : concilier rentabilité et développement. Un tel projet nécessite du temps. L'autonomie des bénéficiaires passe en effet par l'éducation et la formation. Les principes coopératifs tels que la démocratie participative ou la gestion collective ravivent un sombre souvenir de l'histoire communiste du Cambodge. Méfiance, manque de confiance en soi, corruption sont des contraintes quotidiennes qu'il faut gérer.

Enfin, la récente adhésion du Cambodge à l'Organisation Mondiale du Commerce n'est pas sans susciter quelques inquiétudes quant à l'avenir du pays. Ayant dû s'engager à réformer son code du travail et à créer une zone franche, le gouvernement cambodgien se lance dans la compétition mondiale sans moyen de se protéger. L'échéance de l'Accord Multifibre le 31 décembre dernier risque de provoquer la perte de 200'000 emplois dans le secteur textile sans qu'aucune alternative ne soit proposée.

Le commerce équitable peut constituer un secteur créateur d'emplois. Pour ce faire, une plus grande collaboration entre les centaines d'ONG présentes au Cambodge et un souci de transparence sont nécessaires. Malheureusement, les ONG n'ont pas toujours intérêt à rendre des comptes quant à leurs objectifs de développement. Espérons que le projet Samatoa suscitera une prise de conscience et une dynamique permettant aux cambodgiens de retrouver leur dignité.

Eugénie Malandain



VIETNAM, SWISS DEVELOPMENT COOPERATION

Swiss Official Development Assistance in Viet Nam started in the early 1990s and the Coordination Office for the Mekong Region was opened in Hanoi in 1995. The overall objectives of the Mekong Region Programme 2002-2006 are to support the ongoing transition processes in Viet Nam, Lao PDR and Cambodia. This programme focuses on Vietnam as a priority country and aims to encourage the emergence of local civil society and NGOs.

Viet Nam is the second-fastest growing economy after China with a GDP growth of over 7%. There has been a high commitment towards joining the WTO in 2005. However, there is a concern with investments which may be used for unnecessary projects (such as the construction of a brand new airport in a small town), the slow pace of financial sector reform and the lack of competitiveness which has its root in the planned economy.

SDC has supported Viet Nam's transition towards an equitable and participatory society, an open and market-oriented economy and a sound management of natural resources.

An important field of cooperation is Urban Governance and Infrastructure. It aims to support provincial and district towns in their transition from dependence on central and provincial planning. There are different Public Administration Reform tools including block grants (decentralized grants), report cards (feedback from the people on government services) and One-Stop-Shops (OSS). The latter are administrative service

centres that provide several administrative services through a single office or "one door". OSS have significantly contributed to the simplification of procedures and transparency of services. Additionally, there are also projects with the National Assembly on domestic violence and legal aid for the poor.

In the past few years Viet Nam has enjoyed remarkable peace and stability but there is still an issue concerning the respect of human rights. The main causes are historic, the poor economic situation of the ethnic minorities and the growing poverty gap. The human rights violations and the discrimination towards ethnic minorities are largely denied by the authorities. This *dialogue de sourds* can only be broken if all the concerned parties place more attention on the analysis of the issues and possible improvements.

A second field of cooperation is Natural Resource Management and Rural Development, mainly forestry, the extension of rural farming practices and the promotion of agricultural enterprises. A guiding principle is to promote institutional arrangements. This allows for the participation of the major stakeholders. Projects in this field target poorer areas with ethnic minorities.

Although there has been an impressive reduction of poverty, new problems such as growing inequalities within the population and the regions and environmental hazards have emerged. These are some of the challenges to which SDC remains committed.

Marielle Mumenthaler & Nathalie Meyer

STROLLING AROUND HANOI

I still remember the huge crowd of people - just waiting and looking - and the wave of heat and humidity that hits you as you leave the air-conditioned airport. The road into Hanoi starts out very wide but just before entering the city you take some smaller dusty streets through the suburbs- it makes you wonder where you're going. Then you pass a street lined with *tit cho* or dogmeat restaurants (it is considered a delicacy and is quite expensive) to finally reach Tay Ho (the West Lake area).

I knew that this would be my holiday destination for the next few years. I find being in a whole new place very exciting. There are new rules to learn, new ways of living, a new culture and language. After some time, one

becomes a "local", knowing the ins and outs of the city: where to shop and go out. The time when Vietnam was considered a "hardship" post is definitely over. It is a crowded, fast-moving city that I really came to appreciate.

Hanoi has changed quite a bit over the last few years but the old flavour and charm of the "big town" remains. The dogmeat restaurants are still there but now there is a modern airport and the road became a highway. The city is geared towards progress. There are many new roads, office buildings and hotels. However, the rusting green metal sheets still surround several failed real estate projects. Construction sites are common around the city.



The number of parks is decreasing and some old houses have been torn down. There has also been much rebuilding of run down houses in the old quarter.

Most Vietnamese are early-risers. They go to sleep and wake up early, sometimes before the sun itself, around five. They take advantage of the relatively cool morning and enjoy the tranquillity of the city to do their daily exercise whether it is Tai Chi, Qi Gong, aerobics, playing badminton or even just a jog. They work-out in the streets, by the lakes or in the parks around the city. This is the time of the day when this part of the population meets the night clubbers making their way back home. Some people also exercise in the evenings, after rush hour when the city fades into quietness.

Throughout the day, the streets are busy with little food stalls and hawkers wearing the traditional conical hats selling snacks such as sweets and bread. Woman on bikes selling colourful fruits shout through the dusty streets announcing what they are selling and the ice cream man's song can be heard a few blocks away. I have more than once exchanged an earnest smile with someone as we both take in the humour of catching tourists negotiate good prices.

Most Vietnamese people only had access to household equipment such as kitchen utensils only a few years ago and are accustomed to going to the market everyday. Eating in the streets is a real institution. It is quite an experience sitting on the small plastic stools and the delicious *pho* (noodle soup) is definitely worth a try! People usually have it for breakfast but you can find it at any time of the day. There have been some regulations limiting the opening hours of food stalls. These have caused some upheaval just like the restrictions on karaoke bars which are another integral part of Vietnamese culture.

Hanoi also hosts a wealth of delicious and attractive restaurants and cafes. Over the last few years many have opened and closed again. A few classics have survived and are still running. Bars seem to last even less time. The *Bia Hoi's* (small stalls selling local beer) seem to be timeless. There are many more tourists and the expat community has rapidly increased. It is relatively easy to get by around the city. Most people speak a little bit of English and some of the elderly still

speak French. A couple of shopping centres opened recently and it is now possible to find pretty much anything, even some Swiss chocolate and cheese!

In the city Vietnamese woman closely follow western fashion. The school girls still wear beautiful white *Ao Dai's* (traditional silk dress) while riding home on their bicycle and the boys wear blue trousers and white shirts. One can distinguish the good students by the small red scarf that they wear. The life style as a whole has become more "westernized" even though many traditional aspects such as having an ancestral altar in the house remain.

Traffic is definitely worth describing. In this hustle and bustle there is a mix of cars, motorbikes as well as a few cyclos and bicycles. Somehow it all seems to flow just like a stream and if there is an obstacle everyone just goes around it! It is not uncommon to see about four people on one motorbike or people transporting baskets of eggs if not live animals or furniture. These incredible loads provoke amazement among the tourists as well as a great deal of accidents on the road. Crossing the road is an adventure in itself and definitely takes some practice! It also took me some time to muster the courage to drive a motorbike... Traffic has become more dense. There are many more cars, less bicycles and still a huge number of motorbikes. An important change was the creation of a public bus system which runs throughout the city. There have been several efforts to regulate the traffic by adding roundabouts, red lights and even some zebra crossings. Traffic police has also increased and people are slowly starting to respect the new rules, mainly because they get a hefty fine or their motorbike gets taken away.

Although it may appear to be a complete chaos everyone follows his or her own daily routine. Time is precious and people work efficiently like a ticking clock from the minute the first jogger sets out at around five in the morning to the last lady who puts away her *pho* pot at midnight.

Nathalie Meyer



BATAILLE IDÉOLOGIQUE DANS LES ÉCOLES INDIENNES

En Inde, entre le 20 avril et le 10 mai 2004, 675 millions d'électeurs ont été appelés à voter afin d'élire les membres de la 14^{ème} Lok Sabha (la chambre basse du parlement indien). Le 13 mai, le Bharatiya Janata Party (Parti du Peuple indien - BJP) qui dirigeait la coalition au pouvoir depuis 1998 a dû reconnaître sa défaite face au parti du Congrès. Ces élections générales ont marqué le début d'un nouvel épisode de «la guerre des manuels scolaires».

A travers ce qui est enseigné à l'école, deux conceptions de la nation s'affrontent en Inde : l'une basée sur la religion et l'autre sur le *sécularisme* (de l'anglais *secularism* qui signifie non pas l'indépendance par rapport à la religion mais l'équidistance face aux différentes religions). La première, avancée par les nationalistes hindous et notamment par le BJP, conçoit l'hindouisme comme la source de l'identité indienne. Les individus d'autres confessions peuvent faire partie de la nation à condition qu'ils adoptent la culture hindoue. En revanche, selon la conception *séculariste*, l'inclusion dans la nation dépend de critères liés à la citoyenneté et l'appartenance religieuse ne joue aucun rôle. Ce point de vue a été défendu par Nehru et traditionnellement par le parti du Congrès bien que ce dernier n'y soit pas toujours resté fidèle et qu'il se soit parfois rapproché du discours nationaliste hindou.

Ces deux types de discours sur la nation se traduisent par des représentations différentes de ce qui doit être enseigné à l'école. Ainsi, suite aux élections générales de 1998 et à la victoire de la coalition dirigée par le BJP, le nouveau ministre des ressources humaines et du développement, Murli Manohar Joshi, a mis en place un certain nombre de réformes concernant le programme scolaire. De nouveaux manuels ont été élaborés pour les niveaux primaires et secondaires remplaçant notamment les anciens manuels d'histoire accusés de propager une perspective marxiste.

En 2002, à la parution des nouveaux manuels, de nombreux historiens, journalistes, enseignants et membres d'organisations non-gouvernementales se sont mobilisés affirmant que ces ouvrages transmettaient une vision biaisée de l'histoire dépeignant les musulmans comme la principale cause des maux de l'Inde. Ils y sont, par exemple, présentés comme les uniques responsables de la partition du sous-continent en 1947. De plus, certains de ces ouvrages n'ont pas été complètement réécrits, mais les parties ne correspondant pas avec la représentation de l'identité nationale prônée par le BJP ont été effacées.

Avec l'entrée en fonction du gouvernement dirigé par le parti du Congrès en 2004, l'une des premières choses qu'annonce Arjun Singh, le nouveau ministre des

ressources humaines est qu'il va «désafraniser» l'éducation (la couleur safran symbolisant ici le nationalisme hindou). Il déclare qu'il va faire réviser les manuels ainsi que le programme scolaire afin de «désintoxiquer» l'éducation des idéaux nationalistes hindous. Il ajoute qu'il n'est cependant pas possible de changer les manuels pour l'année scolaire en cours. Les manuels ne seront donc remplacés que pour l'année scolaire 2005-06.

Néanmoins, les mesures prises par Arjun Singh ne font pas l'unanimité car nombreux sont ceux qui considèrent (et pas uniquement au sein des mouvements nationalistes hindous) qu'elles nient les valeurs hindoues. Les partisans du parti du Congrès se défendent de cette accusation, comme le fait Salman Khurshid, lorsqu'il affirme que «défendre la rationalité n'implique pas que l'on agisse contre la culture hindoue. L'on peut s'opposer à l'astrologie et soutenir l'ayurvéda».

Suite à la réforme mise en place dès 1998 et à la contre-réforme initiée en 2004, un journaliste indien remarque que les manuels d'histoire sont devenus des manifestes politiques. Cette bataille idéologique ne devrait toutefois pas faire oublier les autres problèmes auxquels le système scolaire doit faire face, tels que la mauvaise qualité des infrastructures, les différences importantes entre le taux de scolarisation des filles et des garçons et un taux d'analphabétisme qui reste élevé (35%) surtout chez les femmes (46% selon le *Census of India 2001*). Néanmoins, la représentation de la nation indienne véhiculée par le choix et le contenu des matières enseignées peut avoir des conséquences importantes sur la cohésion d'un pays comme l'Inde. La conception de la nation indienne basée sur l'hindouisme provoque non seulement des tensions entre les différentes communautés mais exclut également environ 20% de la population vivant en Inde, soit plus de deux cent millions de personnes.

Sylvie Guichard

MÉDECINE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : UN ÉCLAIRAGE

Dr. Michel Hammer

«Qu'est-ce qu'un malade mental ?

C'est un homme qui a préféré devenir fou plutôt que de forfaire à une certaine idée supérieure de la dignité humaine. C'est ainsi que le pouvoir chinois a jeté dans les hôpitaux psychiatriques tous ceux dont il a voulu se débarrasser ou se défendre, comme ayant refusé de se rendre complice de certaines bassesses.»¹

Plusieurs séjours en Chine m'ont valu le privilège non seulement de rencontrer plusieurs dignitaires politiques (dont récemment le plus éminent Hu Jintao) mais aussi d'importantes personnalités du corps médical.

Je citerai tout d'abord un praticien dont la presse internationale a souligné les mérites et la témérité, le Dr. Jiang Yanyong. Agé de 72 ans, chirurgien de formation, membre du Parti, il a reçu le 3 août 2004 à Manille, le prix Ramon Magsaysay, sorte d'équivalent asiatique du prix Nobel². Dans ses attendus, la commission habilitée à désigner le lauréat, exalte le courage exemplaire d'un homme qui a eu l'audace de dire la vérité et de s'exprimer au sujet du SRAS (Syndrome Respiratoire Aigu Sévère), alors même que le célèbre pneumologue Zhong Nanshan se murait dans le silence.

En avril 2003, en pleine crise de l'épidémie, le Dr. Jiang, rattaché au fameux hôpital 301 de l'Armée populaire de libération, a dévoilé devant des représentants de la presse étrangère, la gravité de cette pathologie.

Au sommet du pouvoir, dans les arcanes de *Zhongnanhai*³, cette initiative quasi subversive suscite un âpre débat⁴, ponctué de fureur, d'irritation mais aussi d'une certaine mansuétude, au gré des sensibilités.

Quoiqu'il en soit, les foudres du régime s'abattent sur le Dr. Jiang lorsqu'il présente à Jiang Zemin une requête véritablement sacrilège consistant à casser le verdict qualifiant le mouvement étudiant de 1989 de rébellion contre-révolutionnaire - cette sentence ayant valeur de crime absolu aux yeux du pouvoir. Le Dr. Jiang qui a soigné de nombreux blessés sur la place Tiananmen, estime pour sa part que le «Printemps 1989» est d'essence patriotique et mériterait une réhabilitation en bonne et due forme. Il n'est pas seul à le penser mais sa virulence et sa véhémence à le proclamer, lui valent le 1^{er} juin 2004, à la veille du 15^{ème} anniversaire du massacre, d'être placé en résidence surveillée à l'instar d'autres détracteurs de l'autorité, comme le Dr. Zhang Hadong dont il sera question plus loin. Le 20 juin, cependant, le Dr Jiang se trouve seul à ne pas recouvrer la liberté. Quarante-cinq jours de rééducation politique lui sont infligés. Il n'est relâché que le 20 juillet non sans avoir été contraint de signer un texte aux termes duquel il reconnaît que son attitude à pu être «utilisée par les

ennemis du gouvernement, et que, par ailleurs, sa connaissance des faits était imparfaite.»⁵.

Proche du Dr. Jiang par ses convictions, son rôle et sa détermination, le Dr. Zhang Huadong, psychiatre et neurologue largement formé aux méthodes occidentales, traite essentiellement les cas de psychose dissociative, d'hystéro-épilepsie et de paraphrénie. De plus, à ma connaissance il est l'un des rares praticiens chinois à s'intéresser au syndrome de Tourette.

Le 4 juin 1989, présent à Tiananmen, il prodigue des soins aux blessés et entre en contact avec des dissidents ayant échappé aux mailles de l'appareil policier. Refusant toute complicité avec le bras répressif du pouvoir en dépit des objurgations dont il fut l'objet, le Dr. Zhang va découvrir l'ampleur de la dérive des pratiques chinoises en matière de diagnostic de la maladie mentale. Tout opposant est assimilé à un malade mental justiciable d'un internement assorti de mesures d'auto rectification.

Le praticien prend conscience qu'aux yeux des experts chinois, en matière de psychiatrie, l'autorité et l'exemple à suivre demeurent Georgi Morozov, directeur de l'Institut Serbsky de Moscou durant la période qui s'étend de 1953 (année de la mort de Staline) à la fin des années 1980 (donc encore sous le «règne» de Gorbatchev).

Comme dans l'ex-URSS le problème de fond se situe dans le diagnostic, confié, dans la majeure partie des cas, à la police. C'est elle après interpellation du sujet qui décide de renvoyer le cas devant une commission médicale. Dans ces conditions, la position du psychiatre est extrêmement délicate : s'élever contre des décisions émanant des forces de l'ordre s'avère professionnellement suicidaire.

Soucieux pour sa part du respect de la déontologie et jaloux de conserver son indépendance de jugement, le Dr. Zhang Huadong se met à dos les tenants de «l'orthodoxie» médicale.

Le concept de soviétisation de la psychiatrie lui semble le mieux à même de caractériser les pratiques délétères qu'il dénonce au risque d'encourir des mesures coercitives.

Durant cet été 1989, le réseau des établissements psychiatriques policiers appelées *Ankang* (Paix et bonheur) enregistre l'entrée de nombreux étudiants coupables de comportements délictueux et subversifs : propos non-conformistes, attitude marginale ou, pire encore, profération de diatribes anti-gouvernementales. Ces hôpitaux accueillent les personnes atteintes de

schizophrénie politique ou syndrome de l'opposant. Rigoureusement le terme chinois *Zhengzhi shenglingbing* doit être traduit par psychose politique ou pathologie politico-mentale.

C'est le triomphe de la psychiatrie institutionnelle⁶ qui sous la vigoureuse impulsion de Jiang Zemin s'en prend, quelques années plus tard, au mouvement Falun Gong.

Dans les notes censées former l'ossature d'un essai, Zhang commente brièvement les idées de Li Hongzhi, fondateur du Falun Gong dont les autorités interdisent les pratiques depuis 1999, au motif qu'elles aboutissent à des attitudes anti-sociales et constituent un défi au Parti et au gouvernement. Le praticien chinois assimile cette ascèse fondée sur la compassion, la tolérance et la bienveillance à une hygiène de vie. Elle ne revêt en aucun cas une dimension médicale.

Afin de marquer la vivacité de sa protestation, le Dr. Zhang Huandong me suggère, en guise de préambule d'une étude⁷ d'utiliser quelques assertions lapidaires destinées à soulever les vraies questions.

«La santé mentale, sous réserve de lésions organiques, est affaire de convention, de conformité à des règles : elle n'a pas de contenu scientifique réel. Dans ces conditions, la psychiatrie n'est plus qu'une science morale.»⁸

«Nous traitons de malades mentaux certaines personnes dont la conduite s'écarte de certaines normes éthiques. Or, l'usage de la taxinomie est en soi un abus ; classifier un individu c'est le diminuer, c'est l'aliéner et lui ravir son humanité. Si le praticien répugne à devenir un psychiatre procureur il lui appartient de trouver le sens d'un comportement "déviant"».

Toute forme de «guérison» aboutit à une adaptation répressive à un code contraignant dicté par le pouvoir.

Ces réflexions emblématiques du Dr. Zhang Huandong appellent quelques considérations générales.

De dévoiement en perversion la pratique psychiatrique s'éloigne de sa raison d'être ! S'agissant de l'aliénation des facultés mentales, il n'est pas question, bien évidemment, de nier que les progrès tant dans le domaine du diagnostic que celui de la thérapeutique, sont plus étendus aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été.

Cependant, dans les régimes intolérants, les maladies mentales sont des qualificatifs assésés à certaines stratégies existentielles marginales et insolites, s'évadant d'un contenu axiologique imposé par une instance suprême. Freud faisait déjà observer qu'un comportement inhabituel n'était pas forcément névrotique.

Or, dans l'optique de la psychiatrie institutionnelle, l'individu éclectique dans ses choix devient un sujet de méfiance et de suspicion, à plus forte raison s'il conteste ou transgresse l'ordre établi. Ainsi, la santé mentale a partie liée avec les préceptes d'une certaine vision du monde (*Weltanschauung*) et la pathologie ne s'inscrit pas dans l'homme mais fondamentalement entre les hommes donc dans la société. Ce constat est primordial et décisif.

Lorsqu'une instance pourvue de prérogatives

décisionnelles veut exclure des individus, elle leur applique des étiquettes infamantes, véritables assommoirs sémantiques.

Pour l'Etat bureaucratique, la meilleure identité est la non-identité.

Lors du printemps de Pékin, Yingchao confie à son journal privé : «on nous somme d'être corrects plutôt que vivants»⁹. Dans sa concision cette phrase possède une puissance suggestive tout à fait remarquable au même titre que les deux suivantes :

«Cultivons notre jardin même s'il est encerclé.»

«La République populaire a connu trois moments bien distincts : le premier a vu l'homme aider l'homme, lors du deuxième, l'homme s'est mis en tête de corriger l'homme et maintenant l'homme dévore l'homme par l'appât du gain, la soif de dominer, l'asservissement à la matière et au consumérisme.»

Il n'est pas question de nier l'existence de certains processus physiopathologiques et en particulier certains désordres de la chimie moléculaire du cerveau. Il faut, en revanche, incriminer les diagnostics dépourvus de contenus scientifiques destinés à flétrir, déshumaniser et emprisonner. La liberté individuelle dans ce qu'elle comporte d'éminemment précaire a tout à craindre de l'alliance de la médecine et de l'Etat lorsque ce dernier médicalise des faits et gestes. Cette usurpation ouvre carrière aux pires abus.

Un étudiant de Beida, talentueux et parfaitement sain d'esprit confiait : «les années passées en institut psychiatrique en vue d'une rééducation ont fait de moi un hébéphrène catatonique»¹⁰.

Une thérapie pour Yingchao ?

Appréhendée dans les heures qui suivent la tragédie la tragédie de Tiananmen, l'étudiante est sommée de se prêter à un examen de son psychisme.

Le Dr. Zhang Huandong pressenti¹¹ (c'est un euphémisme) n'en voit pas la nécessité mais finit par s'y résoudre avec ironie et condescendance.

L'expression favorite de la neurologie est le concept de déficit qui désigne une détérioration ou une incapacité de la fonction neurologique comme la «perte» de langage, de mémoire, de vision, d'identité ainsi que d'autres défaillances ou dysfonctions¹².

Aucune de ces fonctions neurales ou mentales n'étant atteinte, le praticien, comme s'il voulait donner la preuve de l'inanité et de l'absurdité de ces investigations entreprend une évaluation psychiatrique complémentaire. Dès lors qu'aucune symptomatologie d'appel¹³ n'a été lancée, le questionnement sommaire ne révèle aucune pathologie à moins qu'une tendance cyclothymique - *horribile dictu* -, inhérente au contexte ne relève de la nosographie.

L'instauration de normes préserve la cohésion du groupe. Le malade mental - être de désordre - institué comme figure de l'altérité produit de l'identique et du même. Le schème lexical dual antithétique

normalité/anormalité - raison/déraison engendre une société à la fois anthropophage et anthropoémique.

Ne nous leurrons pas : au gré des latitudes, toute société apparaît comme un tissu d'exclusions : qu'il s'agisse de la femme, du fou, de l'enfant, de l'infirme, de l'indigent, de tous les réprouvés et les damnés de la terre.

1 : Propos en guise de préambule d'une étudiante de Beijingdaxue (Université de Pékin). Elle a évité le pire lors des rafles en juin 1989 et demeure aujourd'hui encore attachée à l'adage «dormir sur la paille, et avaler de la bile». Ce slogan de ralliement murmuré 15 ans après la tragédie signifie : maintenir le niveau de sa colère et le désir de vengeance après une défaite. Je la mentionne par son prénom Yingchao qui signifie clarté abondante.

2 : Cette même distinction avait été décernée au Docteur Gao Yaojie pour son engagement à la fin des années 1990 dans la lutte contre la propagation du Sida.

3 : Lieu où se réunit à Pékin, le comité décisionnel. C'est la «cité interdite» à proximité de l'autre ouverte aux touristes.

4 : Cf. Ma correspondance et mes entretiens avec Qian Qichen

5 : Cf. Ma correspondance avec le Dr. Zhong Huadong

6 : Cf. Mes entretiens et mes échanges épistolaires avec le Dr. Zhang Huandong

7 : A rédiger en commun sous le titre *Jingshénbingxué* (Psychiatrie)

8 : Paraphrase d'une réflexion de S. Freud

9 : M. Hammer, *Deux moments décisifs de l'histoire de la Chine contemporaine : le traité sino-soviétique de 1950 et le "Printemps de Pékin"*, IUHEI, Genève, 2000, p.47

10 : Cf. Correspondance personnelle

11 : Cf. Correspondance personnelle

12 : D'où de nombreux termes privatifs tels qu'aphonie, aphémie, aphasie, alexie, apraxie, agnosie, amnésie, ataxie

13 : Troubles qui motivent une demande de consultation

BEIJING À HONG KONG

La région administrative spéciale de Hong Kong, rétrocédée à la Chine en 1997, est en train de vivre une influence croissante de Beijing dans de nombreuses sphères de sa société. Le système à tendances démocratiques, garant de certaines libertés qui lui a été légué par l'Angleterre, devra être maintenu durant les cinquante années suivant la rétrocession. L'arrangement «un pays, deux systèmes» qui caractérise la relation sino-hongkongaise devrait se transcrire dans les faits par un large degré d'autonomie pour Hong Kong vis-à-vis du gouvernement chinois. Néanmoins, que ce soit dans le choix du chef de l'exécutif, dans les élections du législatif, ou dans la manière de gérer les aspirations des citoyens de Hong Kong, les autorités chinoises imposent de plus en plus la marche à suivre.

Les premiers juillet (date anniversaire de la rétrocession) de cette année et de l'année précédente ont été marqués par de très importantes manifestations qui ont vu environ cinq cent mille personnes descendre dans les rues pour manifester leur mécontentement. En 2003, la contestation portait sur l'art 23 de la Constitution hongkongaise, alors que celle de 2004 était due au refus de Beijing de voir le chef de l'exécutif choisi par le peuple au travers d'élections directes dès 2007 (le chef de l'exécutif est élu par un comité qui, depuis quelques années, se distingue par sa très nette majorité de composantes pro-Beijing). Dans les deux cas, le chef de l'exécutif, Tung Chee Hwa a annoncé qu'il transmettrait le message à Beijing, mais qu'en dernier lieu, il se plierait à la volonté des autorités chinoises.

Certains diront que ce sont ces «troubles de l'ordre public» qui ont poussé Beijing à raffermir sa politique vis-à-vis de Hong Kong. En effet, ceux-ci, en raison de leur caractère fortement démocratique, menaceraient la

stabilité du pays tout entier. Cela aurait poussé les autorités chinoises à revoir leur manière de traiter l'arrangement «un pays, deux systèmes». La capitale a en effet adopté une «nouvelle approche» pour le gérer. Sans pour autant la définir avec précision, un membre du gouvernement de la République Populaire a tenu ces propos lors d'une réunion du PC en septembre de cette année : «nous avons besoin d'aller profondément dans tous les secteurs de la société, écouter les différentes opinions et comprendre les différentes situations». Par ailleurs, il est ressorti de cette réunion que pour une implémentation couronnée de succès de «un pays, deux systèmes», il était nécessaire d'adopter une conduite active plutôt qu'une approche passive, dans la mesure où le gouvernement pouvait perdre le contrôle des événements.

La campagne électorale pour le deuxième conseil législatif - *Legco* - hongkongais s'est vue marquée par des attentions toutes particulières de la part de Beijing : un défilé de l'armée de la République Populaire de Chine, une exposition de reliques de Bouddha, et une exposition en l'honneur de Deng Xiaoping destinée à faire naître chez les Hongkongais un sentiment de fierté et d'appartenance à la mère patrie, une visite de tous les sportifs chinois médaillés des Jeux Olympiques. Par ailleurs, des scandales ont entaché différents candidats démocrates (un candidat arrêté en Chine continentale pour être le souteneur d'une prostituée, un autre accusé d'utiliser les indemnités du *Legco* de manière illégale). Ceci a bien évidemment été qualifié de campagne d'intimidation par les démocrates et de manière toute aussi évidente démenti par Beijing. Les démocrates ayant obtenus dix-neuf sièges, contre vingt-six escomptés, dans les circonscriptions géographiques (les représentants des circonscriptions fonctionnelles, également au nombre de trente, ne sont pas élus au

suffrage universel mais nommés en raison de leur profession), la capitale a qualifié le résultat des élections «d'encourageants».

Si Beijing s'installe à Hong Kong, n'est-il pas possible qu'en contrepartie, Hong Kong s'insinue à Beijing? En effet, la ville accueille chaque semaine des délégations de représentants gouvernementaux qui viennent étudier les mécanismes de fonctionnement de son système politique, social et économique et en rapportent les caractéristiques aux autorités pékinoises. Il se pourrait donc qu'un jour ce système influence et inspire les dirigeants chinois. Il est évident que les conséquences sur chacune des parties des fraîches retrouvailles entre Hong Kong et la mère patrie ne peuvent déjà être clairement établies et qu'il faut s'attendre encore à

d'importantes évolutions. Hong Kong, à bien des égards, semble prédisposée à être le laboratoire de la synthèse des rencontres entre deux systèmes politiques différents. Nouvellement arrivée en Chine continentale, l'économie de marché est un ferment de l'identité hongkongaise depuis longtemps et a contribué à l'émergence d'une identité propre empreinte de libertés, notamment civiles. Faut-il voir dans la façon dont le régime veut imposer sa haute main sur la région un augure de la façon dont le pouvoir de Pékin entendra gérer les nouveaux rapports internes d'une Chine en mutation, ou Hong Kong sera-t-elle apte à modifier les règles ?

Anne-Cécile Leyvra

DOUBTS ABOUT BRIGHT FUTURE IN CHINA THOUGHTS AFTER MIDNIGHT DISCUSSION WITH A CANADIAN EXPATRIATE

At our question of whether China will take on its presumed role of superpower in the twenty-first century or not, the Canadian said: "No" and then sipped his tea. Not the other way around. After some silence he elaborated. Hereby an account, somewhat more structured, of what the essential thoughts included¹ :

First of all, there is a level of corruption which matches most other countries coming to mind when talking about this phenomenon. Most people who travelled and lived in China would agree, that with money, everything is possible, even buying one self's way out of a murderer. Another example? The whole cleaning system planned to de-sediment and cleanse the three-gorges-dam reservoir does simply not exist, for its money wandered directly into different pockets - that's why people talk about the biggest toilet in the world being constructed.

On another, more personal level of business, many investors complain about the nuisances of being swindled over contracts, which doesn't facilitate the necessary foreign business contacts with trust - it's normal to sign a two-years contract over several million dollars for a product and only finding out after the first delivery that it's the wrong merchandise. Another economic argument consists in the all too well known doubts about whether the official figures of growth, unemployment, etc. are truthful or not, whether by investing in single, huge infrastructure projects, such as the three-gorges-dam or the railway into Tibet, are justified for overall regional development, and whether producing overcapacities, e.g. in apartments, business space, or energy will foster growth in the long term.

On a more social level, China faces a problem with minorities. It seems only a matter of time before the still

oppressed, although more "subtle"² than during the Cultural Revolution, Tibetans will organize themselves to push for their rights more actively. Maybe they will even take up arms and fight a "terrorist war" against the Chinese government as some Hui-Chinese³ groupings, living to the north of *Xizàng zizhiqu*?⁴, have been doing for some decades now. This kind of thinking doesn't only apply to the Tibetan minorities, but can easily be expanded to others such as the Qiang or Yi.

Other sources of social instability come from a very visible city - countryside divide. Passing by the special economic zones, being one huge shopping-mall, to the rural parts of the country, with its farmers ploughing with the help of water buffalos, the differences couldn't be more shocking. And with a population learning English very fast and having ever increasing and intensifying contact with foreigners from all over the world, the mentalities are changing. This is somewhat perceptible as more and more young people talk about leaving the country for good.

One last thing to consider are the "nationalist" feelings of Chinese and their cultural conception of legitimate power. As for most Chinese would tell you they are not only ready to fight for their motherland, but also to die. But their view about legitimate power is somewhat twisted. On the one hand, a natural catastrophe of considerable amplitude led often in history to changes in power, as it is seen as a sign from heaven to blame the government. On the other hand, the movie "Hero" somewhat illustrates this, a government is legitimate as soon as it occupies more than fifty percent of the "Chinese" territory. In both cases, it is not only the right to take actions against the government, but also to do so. And considered, that not only the social, internal

cohesion of the country is threatened, but also international factors could and are creating a certain instability (cf. Taiwan, North Korea, Hong Kong, India, etc.) we don't really know where this is going.

"That's why I think China will fail to take on its presumed role", he said and continued that the best thing that could happen to this country was the continuation for a long, long time in the swamp of corruption till everybody is ready for a change. For me at least, his insights left some doubts about the "middle kingdom".

Daniel Pfister

1 : Asking a Canadian in one of the most remote parts of China, at Mosu-Lake between Yunnan and Sichuan, whether this very country will have its bright role in the twenty-first century or not, and taking his thoughts as important to write an article might be surprising. Considered that he spent three and a half years in China, teaching at universities and secondary school, doing business, and having a bachelor in political science, his inputs seem to me a considerable source of information.

2 : A country with a one-child policy for Han-Chinese and not for minorities, such as the Tibetans, could be seen as a form of oppression, taking into consideration that education is not free (from kindergarten to university).

3 : The Hui-Chinese are actually Han-Chinese, but of Muslim faith.

4 : Chinese Name for the Tibetan province

TAIWAN : UNE SI BONNE RÉPUTATION ?

La République de Chine à Taiwan semble être un des Etats le plus stable et démocratique de toute la région de l'Asie du Sud-Est. En effet, elle jouit d'une réputation internationale à toute épreuve, autant au niveau économique que politique.

La communauté internationale semble voir l'île de Formose comme un jeune Etat qui s'efforce d'atteindre un certain rang au niveau mondial, qui cherche à faire valoir ses qualités et à faire ses preuves. Son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce en janvier 2002 la met face au défi de la mondialisation : elle entend bien y répondre en mettant à profit toute la créativité et les ressources dont dispose la société taiwanaise. Malgré des relations toujours aussi peu prospères avec la République Populaire de Chine, le gouvernement cherche à conclure des accords surtout concernant la circulation des personnes, domaine qui ne semble pas poser un trop grand problème. C'est sur ce point aussi que l'on peut comprendre la prédilection notamment occidentale pour Taiwan ; la «petite Chine» démocratique qui s'oppose à la «grande Chine» communiste, tout en privilégiant le recours au pacifisme et à la négociation. On peut ainsi concevoir le fait que les médias occidentaux soient sensibles à la position de Taiwan. Ils apprécient également les progrès qu'elle fait pour glisser sur une pente de plus en plus démocratique. Et tout cela est d'autant plus renforcé par les bons services qu'elle rend à certains Etats en difficulté,

comme par exemple le don de 200'000 dollars du gouvernement taiwanais à Haïti, après le terrible passage de la tempête tropicale Jeanne.

Mais certaines rumeurs véhiculent une thèse médisante, qui contredit cette image d'intégrité et de stabilité. Le gouvernement de Taiwan serait non seulement corrompu, mais entretiendrait d'étroits liens avec la mafia locale. Ceux-ci permettraient une coexistence tolérée de l'un et de l'autre. Le pouvoir en place ne remettrait pas en question les activités de la pègre, pour autant qu'elle en retire quelques avantages. Ainsi, la mafia aurait plutôt intérêt à appuyer le gouvernement en place, au lieu d'utiliser l'influence dont elle disposerait pour l'ébranler.

Certains prétendent également qu'une sorte de système de «Big Brother» à l'asiatique mettrait les membres du gouvernement sous une constante surveillance. Dévier de la ligne imposée par les membres les plus influents équivaldrait ainsi à une élimination de la sphère politique, ou bien à des techniques peu orthodoxes pour ramener le mouton noir dans le droit chemin.

De ces allégations, rien ne peut être prouvé et affirmé avec certitude. Malgré tout, il peut être intéressant de considérer l'opinion d'organisations non gouvernementales (ONG), comme *Amnesty international*, *Reporters sans Frontières* et *Transparency*

international. Cela permettrait d'avoir une idée plus claire des faits que l'on pourrait effectivement reprocher à la démocratie taiwanaise.

Amnesty international semble reprocher à Taiwan son manque d'enthousiasme pour l'abolition de la peine de mort, malgré une promesse faite par le gouvernement. L'organisation reporte également des cas de torture dans les prisons, dans le but de forcer les détenus à donner des soi-disant «aveux». Elle dénonce également des irrégularités dans les procédures d'enquête et d'instruction.

Les rapports des dernières années de *Reporters sans frontières* semblent reconnaître une évolution positive vers la démocratie et la liberté de la presse. Malgré cela, ils font encore état de scandales liés à des hommes politiques et à des pressions exercées sur la presse. Des journalistes sont poursuivis et inquiétés à cause de leurs écrits dans lesquels ils ont soit «violés des secrets d'Etat» en accusant certains membres du gouvernement de corruption ou de «diffusion d'informations militaires classifiées», soit en affichant aux yeux de tous des éléments qui relèvent de la vie privée des membres du gouvernement. L'organisation qualifie tout de même Taiwan de «modèle en Asie en matière de respect de la liberté de la presse».

Transparency international, qui examine la corruption autour de la planète, met l'accent sur le fait que Taiwan a notamment un problème avec les donations faites à un parti politique, qui influencent le processus de décision. Des améliorations devraient également être faites dans la justification du financement des campagnes électorales. Dans ce domaine, bon nombre de pays d'Asie sont bien mieux classés. Un des plus grands problèmes est le fait qu'une trop large partie des électeurs sont achetés. Un des derniers sondages indiquait que 27% des votes étaient achetés. Mais ces données plutôt alarmantes ne signifient pas que rien n'est entrepris à Taiwan pour lutter contre la corruption, qui est un des chevaux de bataille du Ministère de la Justice. Le 29

TAIWAN WILL NEVER
BE THE SAME

18 March 2000, 8:30 PM: Hypnotised by the result I am staring at the outsized screen in front of the Democratic Progressive Party (DPP) headquarter. I am unable to understand that I am part of this significant moment. Only a few hours ago, in the district hall up the street, I took part in a highly transparent procedure of counting votes. Every single piece of paper was taken out of the urn, then shown to all the present citizens and marked with a stroke on the blackboard. And now, as the second presidential elections of the island are over, Taiwan has made its decision, a decision, which is the culminating point of a tense and emotional electoral battle.

mars 2004, une loi concernant les donations politiques est passée. Son application devrait permettre de normaliser peu à peu la situation.

Ces trois ONG soulignent quelques domaines dans lesquels la réputation de Taiwan peut être contestée. L'image de pure intégrité que donne Taiwan n'est pas complètement justifiée, tant que la corruption, l'entrave à la liberté de la presse et le non-respect de certains droits humains sont toujours d'actualité. Malgré tout, de nombreux éléments semblent indiquer que Taiwan suit une évolution relativement positive, aussi lente soit-elle. La question reste ouverte et cette jeune démocratie peut encore beaucoup prouver dans les années qui viennent.

Fanny Graf



I remember taking part in one of these enormous election rallies in Kaoshiung County where half a million DPP supporters were celebrating the presidential candidate Chen Shui-bian and his running mate Annette Lu like pop stars. I remember having various campaign cars parked under my window with megaphones shouting slogans every Saturday morning from 7:30 AM until late in the afternoon. I remember all the people driving around their bicycles decorated with campaign flags and stickers for months. Everyone had an opinion - nobody was indifferent.

Now, standing in the middle of Tainan's main boulevards and knowing that Chen Shui-bian has won the elections, a few people have tears in their eyes. I suddenly feel stupid because of my own excitement about being part of something that will never have the same meaning to me as it has to those who were waiting for this moment for more than 50 years.

Ever since Chiang Kai-shek fled the communist revolution in China in 1949 to instate an exile government in Taiwan, his Nationalist Party, the Kuomintang (KMT) has ruled the island. The KMT maintained from the beginning that their stay in Taiwan was temporary - that they would retake mainland China from the communists "very soon" - and that, in the meantime, no political opposition would be permitted. Such policies did not endear the KMT to the native Taiwanese. Furthermore, the island was put under martial law until as late as 1987.

A political earthquake occurred with the formation of the DPP in 1986, despite a government ban on new political parties. Under specific orders of Chiang Kai-shek's successor the KMT decided not to interfere with the DPP. A large number of DPP candidates were elected in 1986 and were permitted to take their seats in the legislature, thus creating Taiwan's first true opposition party. The DPP, with little interest in retaking mainland China, officially supports independence for Taiwan. Unofficially, the party has opted for the status quo in order to avoid trouble with the People's Republic.

In 1987, Lee Teng-hui, the first Taiwanese-born person to hold the post of president, started reforms within the KMT. However, the KMT's biggest weakness remained its so-called "black gold" politics. The party, which is believed to be the world's richest, has long had links to organised crime, and has justifiably been accused of massive corruption and vote buying. Therefore, it comes as no surprise that Lee's leadership was confirmed in the first presidential elections of the island in 1996.

Meanwhile, DPP candidate Chen Shui-bian managed to capture the post of the mayor of Taiwan's capital Taipei in 1994. Chen had become island-wide known when he joined the team of lawyers defending several so-called agitators who had been arrested after a protest directed against the ruling KMT in 1979 that questioned the KMT's claim to represent all of China. Inspired by this experience Chen embarked on a political career that would eventually lead to his election to the first opposition party president of Taiwan in 2000.

The question remains on how to interpret this fundamental change in the Taiwanese government. The Western perspective often reduces Taiwanese issues to the cross-strait conflict with China. Therefore, the victory of the DPP could easily be read as a Taiwanese decision against China. However, an external factor interpretation tends to ignore that the Taiwanese do no longer necessarily identify themselves in respect to China. Considering the internal history of Taiwan, the 2000 elections consequently reflect rather a decision *for* Taiwan then *against* China.

First of all, the people of Taiwan expressed their dissatisfaction with the corruption and the authoritarian past of the KMT regime. Second, a new generation that has grown up in Taiwan considers the island being "home" and not just an exile. This generation wants to think about its future in Taiwan and shows no interest in re-conquering China (however, it has not been until 1991 that the KMT officially abandoned the idea). Third, the rise of an opposition party as well as the multiplication of parties in general is clearly a step towards strengthening the young democracy. Finally, the fact that, despite the many threats from mainland China, Taiwan has chosen to vote for the candidate least appreciated by Beijing only underlines that Taiwan has emancipated its politics from fear and is willing to go its own way.

So at this very evening, I am living the unexpected change in Taiwanese politics. Still staring at the screen I realise that people's emotions go beyond excitement. A few flags are still fluttering and some noisy whistles won't stop, but the majority stands still, unable to believe what they are witnessing. Half a century of corrupt and authoritarian KMT rule has come to an end. Taiwan will never be the same as it is taking on a new political course, strengthening its democracy in search for its own identity.

*Sandra Tettamanti
en collaboration avec Priska Nydegger*



IL ÉTAIT UNE FOIS UN PARESSEUX... ODILE SUR ORBITE

L'histoire commence au petit matin d'un jour de pluie diluvienne. Si les grenouilles dansent dans les flaques, je fais partie des personnes qui ne trouvent pas drôle du tout d'avoir oublié leur parapluie. Je me prépare donc à battre le record du sprint arrêt de bus-HEI. C'est finalement trempée et transie que j'arrive devant le Paresseux. La tentation est trop forte, ce matin je le prends au mot et je m'offre un café, tant pis pour le début des cours ! A l'intérieur, une petite musique nostalgique et l'odeur des croissants au chocolat m'envoûtent immédiatement... je craque pour un vrai moment de paresse. Mais bien vite je suis rattrapée par le ronronnement des cerveaux qui, au-dessus de moi, sont déjà en pleine activité. Une dernière bouchée de croissant et je file à mes cours...

A midi, affamée, je me précipite au Paresseux... Discussions animées et entrechoquements d'assiettes couvrent la musique. Un méli-mélo d'étudiants, de professeurs et d'employés de l'OMC a pris possession du Paresseux. Je dois donc me frayer un chemin pour attraper un plateau jaune, décidément la tranquillité de ce matin a bien disparu ! Par contre, les effluves sont alléchantes : steak haché sauce aux échalotes, carré de veau au whisky... jusqu'à quinze plats différents, sans compter les jours où moules ou tartare sont aussi au menu. Il faut dire qu'il y a là toute une équipe drôle et motivée, qui prend plaisir à inventer chaque jour de nouveaux menus. Elle jongle avec une ribambelle de garnitures et n'oublie jamais la pointe d'humour. Une fois encore, il ne m'est pas facile de quitter ce havre de paresse pour me remettre au travail.

J'allais presque oublier la conférence ! Je quitte à la hâte la bibliothèque et j'arrive juste à temps pour avaler un

sirop aux airelles, mon préféré, avant qu'elle ne débute. Le meilleur est pourtant encore à venir : au sortir de la conférence, le Paresseux s'est paré de ses plus belles nappes. Petits fours, rouleaux de printemps et pistaches ; vin blanc, vin rouge et jus d'orange rivalisent. Si vous aimez les jeux, en voici un qui devrait vous amuser : devinez ce qui se cache dans les feuilletés : poulet, courgettes, crevettes ou saumon pour les chanceux, vous verrez, ce n'est pas si facile...

Mais trêve de paresse, si je veux attraper le prochain bus et profiter de l'accalmie, il faut que je quitte notre Paresseux...

Odile Rittener

*Patrick : grand chef
Luigi : cuisinier
Rahman : plongeur
Stephan : serveur
Virginia : serveuse
Fatima : serveuse*



LE CARRÉ DES ANCIENS

Visite dans les couloirs de la Centrale, DFAE, Berne...
Contraste de deux carrières aux départs si différents :

1) D'HEI à aujourd'hui, quel est votre parcours ?

S.P : Au printemps 1998, «Arthur Andersen» auquel je m'intéressais est venu se présenter à l'Institut. J'ai eu ainsi l'opportunité d'obtenir un contrat avant d'avoir terminé les examens de licence. Cette firme, hélas disparue, m'a offert trois premières années de vie active très intenses et riches en expériences. En 2001, les opportunités de la nouvelle économie m'amènent alors à rejoindre une société de *venture capital* de Genève.

- DP III, DFAE, Berne -
Simon Pidoux, collaborateur
Dr François Voeffray, Chef adjoint

Pendant près de deux ans, j'ai pu vivre de l'intérieur la passionnante aventure ainsi que la fin brutale de la bulle internet. Très heureux de pouvoir rebondir, j'accepte l'offre du cabinet de chasseur de tête «Michael Page» pour rejoindre l'équipe lançant la première succursale suisse. C'est toutefois la période où le vieux rêve de la diplomatie me hante d'autant plus que la limite d'âge se rapproche. Le concours réussi en février 2003, je quitte «Michael Page» avec un œil qui pleure mais l'autre décidément tourné vers la carrière.

F.V. : Enseignant parallèlement à mes études de doctorat à HEI, j'ai d'abord travaillé plusieurs années

comme assistant en droit international à l'université de Genève. J'ai été *visiting scholar* durant une année à l'université de Columbia à New York. C'est en 1996 que j'ai rejoint la diplomatie. Après une première affectation à Berne à la Direction du droit international public, j'ai été envoyé à la mission Suisse auprès de l'ONU à New York. Depuis maintenant trois ans, je suis de nouveau à Berne à la division politique III, ce qui m'a donné l'occasion notamment de participer à la campagne pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU, une expérience qui m'a passionnée.

2) De l'expérience HEI, qu'est-ce qui aujourd'hui, pour vous, s'est révélé le plus utile ?

S.P. : L'ouverture sur plusieurs disciplines, de solides bases, une méthode et l'apologie de la curiosité. Ne voulant pas ici encenser ou opposer le «généraliste» par rapport au «spécialiste», je dois avouer que cette interdisciplinarité ouverte sur l'extérieur, a aiguillonné mon envie de continuer à apprendre, à me lancer dans de nouvelles aventures sans complexes par rapport aux spécialistes.

F.V. : Dans la diplomatie comme dans d'autres milieux professionnels, il est essentiel d'avoir l'esprit ouvert et curieux, d'aimer les contacts et de savoir aborder un problème dans toutes ses dimensions. Les études à HEI fournissent l'occasion de cultiver cette polyvalence. J'ai noué aussi durant mes études à HEI de solides amitiés. Dans des réunions multilatérales, nous rencontrons presque toujours dans la salle, au sein des autres délégations, des anciens étudiants d'HEI. C'est un atout pour la Suisse et sa diplomatie.

3) Quels sont les éléments qui ont déterminé et déterminent vos choix professionnels ?

S.P. : Il y a tout d'abord l'envie d'acquérir de nouvelles compétences, de progresser et le plaisir de se donner des défis. Si on choisit véritablement cette voie, autant rejoindre les acteurs qui vous semblent les meilleurs. Rejoindre «Arthur Andersen», qui recrutait principalement à Saint-Gall et Lausanne, était quelque peu aventureux mais ô combien enrichissant ! Pouvoir concilier passion et vie professionnelle est un luxe magnifique (mais éprouvant), qui permet de donner le meilleur de soi-même. Fuyant l'ennui, j'ai toujours privilégié les postes où l'environnement est dynamique, en mouvement, où le changement est presque une constante.

F.V. : Ma décision de rejoindre le DFAE était motivée par un intérêt très fort et ancien pour les relations internationales, mais aussi par le souhait de relever de nouveaux défis et le plaisir que j'ai à travailler à l'étranger ou en contact avec l'étranger. J'étais attiré aussi par les possibilités de changements offertes par la carrière diplomatique. J'ai par ailleurs toujours privilégié les domaines - comme les droits de l'homme ou le droit humanitaire - qui me permettent de servir à la fois mon pays et mes propres convictions. On prête volontiers aux diplomates la capacité de défendre n'importe quel point de vue. Pourtant, vous n'êtes jamais aussi efficace que lorsque vous défendez des idées qui correspondent à vos convictions profondes.

Propos recueillis par Martin Roch

SORTIR ASIATIQUE

Cette liste n'est de loin pas exhaustive, mais donne un aperçu de quelques adresses gastronomiques de l'Asie de l'est et du sud-est en région genevoise :

RESTAURANTS

CORÉEN

La cuisine coréenne est, à tort, largement méconnue en Occident. Elle constitue pourtant l'une des meilleures cuisines d'Asie de l'est.

Asadal :

Rue des Eaux-Vives 9, Genève

+ : cuisine familiale de qualité proche de ce que l'on trouve dans le pays.

+ : peu cher.

- : ce n'est pas de la grande gastronomie.

Korea Garden :

Ch. des Cornillons 4, 1292 Chambésy

Tél. (022) 758 08 48

+ : cuisine proche de l'original coréen.

+ : terrasse calme et ensoleillée en été.

- : Qualité moyenne.

- : prix élevés.

Conseil : goûter la spécialité des nouilles froides relevées naengmyeon, immangeable pour un Occidental, mais tellement dépaynant.

La Maison de Corée

Rue des Corps Saints 4, 1201 Genève

Tél : (022) 741 45 41

+ : le meilleur restaurant coréen de Genève.

+ : cuisine «gastronomique».

- : prix élevés.

Conseil : goûter les excellents «barbecues coréens», des fines tranches de viandes à faire cuire soi-même sur une plaque chauffante.



THAÏLANDAIS**Le Comptoir :**

9, rue Richemont, 1202 Genève
 Tél: (022) 731 32 37
 + : décor et ambiance *lounge*.
 + : idéal pour boire un verre en fin de soirée au fond d'un canapé.
 - : la cuisine.

Sala Thaï :

18 Maurice-Braillard, 1202 Genève
 Tél: (022) 733 39 33
 + : bonne cuisine.
 + : authentique.
 + : le décor.
 - : les prix.

Thaï Phuket :

33 av. de France, 1202 Genève
 Tél: (022) 734 41 00
 + : cuisine au-dessus de la moyenne.
 + : cadre agréable.
 - : trop cher.

JAPONAIS**Sagano :**

rue de Montbrillant 86, 1202 Genève
 Tél : 022 733 11 50
 + : bonne qualité.
 + : décor agréable et dépaysant.
 - : prix élevés.
 Conseil : Prendre les menus découverte, chers mais très bon.

Sumo Yakitori :

Rue de Monthoux 15, 1201 Genève
 Tél: 022 731 19 50
 + : les yakitoris !
 + : menu à midi peu cher.
 + : proche de l'Institut HEI.
 -: prix relativement élevés.

Uchino :

66 route de Suisse, 1290 Versoix
 Tél: (022) 755 10 32
 + : menu à midi avec un bon rapport qualité/prix.
 - : situé à Versoix.

Yamakawa :

3 rue Blanvalet, 1207 Genève
 Tél: (022) 735 47 11
 + : excellent, sans aucun doute l'un des meilleurs restaurants japonais de Genève.
 + : petit et intimiste.
 + : authentique.
 - : prix élevés.
 Conseil : pour un premier contact avec la cuisine japonaise, prendre le menu dégustation.

CHINOIS**Le thé :**

65 rue des Bains, 1205 Genève
 Tél: 079 436 77 18
 + : Cuisine légère.
 + : Décor hors du commun et très agréable.
 + : A proximité d'Uni-Mail.
 + : Peu cher.

VIETNAMIEN**Les Trois Bonheurs :**

Rue de Genève, Annemasse
 + : Un des meilleurs restaurant vietnamien de la région.
 + : Cuisine très authentique.
 + : Peu cher.
 - : Situé à Annemasse.

MAGASINS D'ALIMENTATION**Mikado (alimentation japonaise) :**

9 rue de l'Ancien-Port, 1201 Genève
 Tél: (022) 732 47 74
 + : Excellents sushis sur commande (mais pas ceux dans les rayons).

Uchitomi (alimentation japonaise) :

45 rue de Zurich, 1201 Genève
 Tél: (022) 731 26 01
 + : Grand et vaste choix.
 + : A proximité de l'Institut HEI.

Lyzamir (alimentation orientale et asiatique) :

Rue des Corps-Saints 3, 1201 Genève
 + : L'occasion de découvrir des produits venus de partout.
 + : Les sacs de grain au fond du magasin (dépaysant).

Magasin d'alimentation chinoise :

Rue de Genève, Annemasse
 + : Vaste choix.
 + : Peu cher.
 + : Possèdent des nouilles instantanées coréennes.
 - : Situé à Annemasse.

cobaye : Julien Wallet-Houget

ICH BIN EIN HE'ER !

La plupart des étudiants inscrits à l'Institut universitaire des hautes études internationales ont été attirés par la réputation d'excellence, la renommée des professeurs et le sérieux de la formation prodiguée.

Or, cet institut a enregistré depuis quelques années une régulière augmentation de ses effectifs estudiantins, jusqu'à faire face depuis l'année dernière à une explosion des admissions - 924 étudiants, à mettre en rapport avec par exemple les 674 universitaires de 2000-2001. Situation exceptionnelle, soit, mais certainement pas inattendue ; le nombre de futurs inscrits pour la licence - le « gros morceau » d'IUHEI - est connu deux ans à l'avance. Les statistiques, dont les 4^{ème} année ont été abreuvés lors de leur réception de « bienvenue » à l'institut l'année dernière, étaient faciles à établir dès l'origine. N'importe qui était à même d'anticiper la sous-capacité des infrastructures, afin de prendre des mesures adéquates. Aujourd'hui, avoir à disposition trois photocopieuses et trente PC dans l'enceinte « principale » est difficilement compréhensible.

Il est vrai que l'IUHEI a traversé une période de doutes, d'incertitudes, qui s'est traduite notamment par la (longue) vacance du poste de directeur de l'Institut ; difficile dans de telles circonstances de prendre des décisions fermes, et l'administration réagit plus qu'elle n'agit. Mais certaines choses sont injustifiables, à l'image du nombre insuffisant de chaises en salle AJF, l'année dernière : trivial, mais révélateur. Les propos emprunts d'un froid réalisme de M. Burrin sont édifiants : « HEI n'est pas un institut de services. Nous serons encore là dans quatre ans, pas vous ». Il est tout aussi incompréhensible que les étudiants fassent les frais de certaines luttes intestines entre départements, ou même instituts ; la compétition peut être bénéfique et amener à se dépasser, mais se retrouver entre feux croisés est risqué pour tous.

Dès lors, le manque de communication est-il un symptôme ou une cause des problèmes rencontrés ? Sans avoir une réponse tranchée à cette question, il est néanmoins difficile d'accepter que certains troisième cycle, venus parfois de l'autre bout de la planète, ne puissent pas s'inscrire à des cours qui les ont attirés, pour lesquels ils ont parcourus des milliers de kilomètres. Dès les premiers jours à l'institut, ils découvrent le miroir aux alouettes brisé. J'ai un petit sentiment de malaise lorsque je pense au site web de

l'IUHEI arborant fièrement : « [IUHEI] est également un centre d'expertise et un lieu d'acquisition et d'échange d'informations de haut niveau. [...] La qualité de ses étudiants est également reconnue, de même que celle des colloques et conférences qu'il organise sur les problèmes de relations internationales ». En début d'année, je pouvais voir quantité d'étudiants assis par terre, faute de place.

De nos jours, certaines entreprises veulent faire la part belle au « capital humain », et se soucier de leurs employés. Le marketing leur explique depuis des lustres que les premiers clients d'une boîte, c'est avant tout ses salariés. Ce sont eux qui parfois consomment, et qui toujours propagent une image positive - ou négative - de leur employeur. En d'autres termes, demain, c'est nous les licenciés, les diplômés ou les possesseurs d'un doctorat qui parleront de l'IUHEI, qui partageront nos impressions, nos souvenirs avec l'extérieur. Que dira-t-on ? Mettra-t-on l'accent sur le plaisir intellectuel, indéniable, ou sur l'impression d'avoir été « sacrifiés » ? En somme, n'avons-nous été que bons à payer notre taxe universitaire, ou avons-nous eu l'impression de n'avoir fait qu'un avec l'institut ?

Comme nous le savons tous, cette année est la dernière à voir des étudiants commencer la licence ; l'IUHEI respire, il va pouvoir se consacrer à un monde plus fermé, en cercle plus restreint, plus gratifiant pour certains professeurs, celui des *graduates*. Dans trois ans et demi, donc, l'infrastructure sera à nouveau adaptée à la demande. Pour la transition, certaines mesures ont été prises, notamment grâce à la réactivité de la SAC, et les cours de 3^{ème} ne sont plus donnés à l'IUHEI. En réalité, on pare au plus urgent, on colmate les fuites avec des bouchons en papier : après tout, le bateau, on le change dans trois ans.

Le but avoué de toutes ces interrogations n'est pas d'épingler un coupable, en réalité ils sont plusieurs, et parfois même victimes des circonstances - bien que ça n'excuse pas un certain manque de volontarisme. Par exemple, les mauvaises relations avec l'IUED, très prisé par « les HEI », ne peuvent être imputées à un manque de moyens. Trop de questions sont et resteront en suspens, les doutes de l'IUHEI ayant déteint sur ses étudiants.

Jean-Claude Vignoli



COMET PRATIQUE



Les 7 et 8 février 2005, HEI organise son deuxième forum des professions, *Connexion*, de 9h30 à 16h30. La première édition avait déjà regroupé une cinquantaine d'entreprises, OI et ONG sur toute une journée. Après un tel succès, le besoin s'est fait ressentir d'agrandir l'évènement. *Connexion* aura donc lieu cette année sur deux jours.

L'objectif du forum est de vous permettre d'entrer en contact dans un cadre informel avec des professionnels venus de divers secteurs d'activité. Vous pourrez ainsi découvrir leur métier, les activités de leur entreprise et les profils qu'ils recherchent pour des stages ou emplois. Surtout, vous aurez la possibilité de vous entretenir avec d'anciens étudiants d'HEI qui vous feront part de leur parcours professionnel. Enfin, vous pourrez vous rendre compte plus en détail des réalités du marché du travail et des challenges qui vous attendent à la sortie de vos études. Pour cela, les participants effectueront des présentations et tiendront des stands d'information tout au long de l'évènement.

Cette année de nouveau, un recueil de CV des étudiants sera transmis aux entreprises et organisations qui le désirent, leur permettant de puiser librement dans le vivier de jeunes talents qui constitue HEI. Vous pouvez remplir une matrice de CV sur le site Internet du forum¹. Il est impératif de se conformer à ce model de CV pour faciliter la recherche des professionnels. Enfin, le département de la communication a décidé d'éditer un programme qui sera disponible une semaine avant le forum. Il s'agit pour vous d'avoir l'information minimum sur chaque entreprise, ONG et OI le jour de l'évènement, et ce pour mieux cibler vos rencontres.

Dans le plus long terme, *Connexion* permet à HEI de faire connaître plus largement le profil de ses étudiants aux professionnels, et ainsi faciliter encore plus leur insertion dans le monde du travail. C'est pourquoi de votre participation dépend le bon déroulement de *Connexion*.

LA "COINF"

La «Co'Inf» est la commission informatique qui discute et valide les orientations technologiques de l'Institut. Elle s'est réunie le 16 novembre dernier. Deux points sont à retenir :

- Les priorités ont été énoncées. Un nouveau logiciel de gestion pour l'administration, le suivi du raccordement

fibre optique du site Barton/Rappard, et une rénovation à venir du site Internet afin de mieux soigner notre identité graphique.

- Un test Wi-fi est actuellement en cours sur le site Rigot, mais il n'est pas prévu d'extension pour le moment.

La prochaine «Co'Inf» est fin janvier. N'hésiter donc pas à me transmettre vos doléances.

Martin Roch, rochmar1@hei.unige.ch

GALA

Le Comet est très cinéophile, et vous évite de manquer toute manifestation liée au 7^{ème} Art. Nous vous informons du prochain gala de l'institut, qui aura lieu le 24 mars au Noga Hilton. Le thème en sera «l'IUHEI fait son cinéma», et comptons vous voir nombreux, déguisés pour la circonstance.



Le GIMUN 2005 aura lieu du 26 février au 04 mars 2005. Vous pouvez encore vous inscrire, et ce jusqu'au 15 janvier, sur le site web du GIMUN².

EDUCATION POUR UN
DEVELOPPEMENT DURABLE

Le 29 janvier 2005 sera organisé³ une journée de conférence consacrée à l'élaboration des politiques universitaires en matière d'enseignement et de services à la société. Cette rencontre permettra de débattre, avec la participation d'acteurs européens, de la possibilité d'intégrer la perspective du développement durable à ce processus de réformes.

Autant «Bologne» que le développement durable sont l'affaire de tous ; on ne pouvait rêver de rencontre plus complémentaire.

1 : http://heiwwww.unige.ch/career_services/forum/2004/index.html

2 : <http://www.gimun.org>

3 : <http://www.geduc.org>

AKIRA KUROSAWA

MYTHE OUBLIÉ AU PAYS DU SOLEIL LEVANT

Le 6 septembre 1998 mourut d'une crise cardiaque l'un des plus célèbres, pour ne pas dire le plus célèbre réalisateur nippon : Akira Kurosawa. Dans une indifférence presque totale, un encart dans les revues populaires, «l'Empereur» - surnom donné par ses pairs - s'est éteint. En 1971 il avait déjà eu à souffrir de l'incompréhension du grand public, et manque de peu sa tentative de suicide.

Sa vie ressemble à une tragédie shakespearienne, et peut-être est-ce cela qui pousse à plusieurs reprises le maître à adapter des tragédies de l'illustre anglais. Il réalise ainsi en 1957 *Kumonosu jō* (le château de l'araignée), qu'il explore à nouveau en 1985, avec *Ran*, l'un des films possédant la plus belle photo de l'histoire du cinéma. Des paysages dégagés, des couleurs vives, une espace de liberté dans lequel le spectateur se plonge avec délectation : une ivresse de panoramas que Kurosawa réussit à transmettre à la manière d'un artiste, lui qui voulait se lancer dans une carrière de peintre. L'amour de la métaphore picturale est d'ailleurs présent dans tous ses films, atteignant son apothéose dans *Yume* (Rêves, 1990), une série de tableaux animés plus qu'un véritable film.

L'Empereur nippon démarre sa carrière sous l'égide d'un tout grand réalisateur, Kajiro Yamamoto, un maître qui reste cependant bloqué dans les standards régissant le cinéma japonais de l'époque, soit la théâtralité, le cabotinage : dans les années 30, le cinéma est un art en recherche d'identité, mais Kurosawa explose les standards de l'époque.

C'est en écrivant un scénario dans lequel il veut intégrer Toshiro Mifune, acteur qui va devenir une véritable

Quelques chiffres

Né le 23.3.1910, mort le 6.9.1998

31 films à son palmarès

Pour en savoir plus: <http://mathieu.perrin.free.fr/>

légende dans l'Archipel, que débute la carrière de Kurosawa. Il s'établit une relation symbiotique, qui devient légendaire dans le monde du cinéma. Chacun se sublime grâce aux talents de son comparse. La collaboration entre le réalisateur et l'acteur commence en 1948 avec *Yoidore tenshi* (L'ange ivre) et dure jusqu'au tournage de *Akahige* (Barberousse, 1965), où les deux hommes entrent en conflit sur la manière de jouer le rôle principal. La brouille dure vingt ans, et plus aucun film commun ne sera réalisé.

Aussi maniaque que l'illustre Kubrick - capables tous deux d'attendre des jours que les conditions météorologiques soient à leur goût, il partage avec celui-ci également le goût pour une caméra en retrait, où l'on suggère plus qu'on montre : le spectateur est ainsi libre de comprendre le film à sa guise, n'est pas «pris en otage» dans un dédale cinématographique d'où il ne pourrait s'échapper. Ainsi, son côté humaniste passe d'autant mieux, la misère n'est pas bêtifiante, n'est pas accablante : elle se présente au spectateur comme étant là, posée devant son nez, mais c'est à lui de choisir son degré d'implication. Cette dimension de l'art de Kurosawa se décèle dès son premier film, *Sugata Sanshiro* (Judo saga, 1943), décrivant avec lucidité le passage d'un art de combat, le *jujitsu*, à un autre, le *judo*, et cela en pleine ère Meiji. L'enjeu de ce film est la démocratisation de cet art guerrier réservé jusque là aux castes féodales ; en se popularisant, il prit un tout autre sens, se transformant en *judo* (la voie de la souplesse, en nippon). Les individus deviennent alors citoyens, et non plus sujets.

Le XIX^{ème} siècle sera l'ère des Lumières au Japon, et le réalisateur japonais, grand lecteur des écrivains français du XVIII^{ème}, tente de saisir la portée historique et l'impact que l'émancipation européenne aura au Japon, un siècle plus tard. Humaniste, il a cette phrase au sujet du



LA GARDEN PARTY

cinéma : «les personnages de mes films essaient de vivre honnêtement et vivent plus que ce qui leur a été donné. Je crois que vous devriez vivre honnêtement et développer vos capacités au maximum. Les gens le faisant sont les vrais héros». Pour autant, il ne cesse de remettre en question l'approche de la misère, au fil de sa trilogie sur les bas-fonds : de l'incroyable *Donzonko* (Les bas-fonds, 1957), en passant par le formidable *Akahige*, il complète son étude de mœurs avec *Dodes'ka-den* (1970), où il pousse l'ironie jusqu'à montrer un peintre - son avatar - qui, tentant de saisir toute la tristesse de la pauvreté des ghettos nippons sur une toile, se fera traiter de «paysan» par un trisomique passant par là. Peut-on vraiment décrire la misère et, ce faisant, n'est-ce pas simplement pour se donner bonne conscience, semble-t-il dire.

Mais le cinéaste s'attaque aussi à des sujets plus anodins - au premier abord - réalisant *Shichinin no samurai* (les 7 samouraïs, 1954), histoire épique magnifiquement menée, de sept guerriers venant en aide à des villageois sans défense, et cela pour la mirobolante récompense de... rien du tout. Le film est adapté six ans plus tard à Hollywood, sous le nom de *The Magnificent Seven* (les 7 mercenaires) par John Sturges qui, refusant de créditer Kurosawa, perd un procès pour plagiat. C'est d'ailleurs toute la productions de westerns US qui est radicalement et irrémédiablement transformée par le cinéma de Kurosawa, inventeur du héros sale, barbu, et infréquentable ; entre *Yojimbo* (Le garde du corps, 1961) et *Tsubaki Sanjûrô* (Sanjuro, 1962), le cinéma de Sergio Leone est déjà tout entièrement posé, le personnage de Clint Eastwood est sur pellicule : *Per un pugno di dollari* (Pour une poignée de dollars) verra le jour en 1964, reprenant à outrance le cadre scénique fixé par le maître japonais. Les magnifiques duels entre samouraïs dans une ruelle, les plans larges sur les yeux des héros seront repris tels quels ; il ne restera plus qu'à faire rouler les bottes de foin au milieu du duel, et remplacer les sabres par des pistolets. La transposition la plus audacieuse reste celle de l'histoire de *Kumonosu jô* qui inspirera, de son propre aveu, Georges Lucas et sa *Guerre des étoiles* !

Le réalisateur sera adulé par les plus grands du cinéma, mais dans l'Archipel nippon, son cinéma ne fit que peu recette. C'est pourquoi Spielberg produit *Yume*, ou que Georges Lucas et Francis Ford Coppola produisent *Kagemusha* (L'ombre du guerrier, 1980). Les œuvres de l'Empereur resteront peu rentables, mais néanmoins source d'inspiration intarissable. Son cinéma est aujourd'hui insuffisamment connu du public, qui le boude pour des raisons aussi futiles que le noir et blanc ne serait pas aussi esthétique ! Cet homme a transcendé notre condition humaine, aussi devrions-nous sans peine transcender la monochromie. C'est à ce prix que nous pourrions prendre la pleine mesure du cinéma occidental (et mondial), pénétrer le fond commun des films de Jim Jarmusch, Tarantino, Leone, Lucas, Spielberg, Kitano, Miyazaki, Zhang Yimou, et tant d'autres encore.

Jean-Claude Vignoli

La Garden Party est un festival gratuit à visée essentiellement culturelle. Créée en 1997 par l'Association des Etudiants en Lettres de l'Université de Genève, elle regroupe aujourd'hui des étudiants de nombreuses facultés - dont un certain nombre de HEI - et hautes écoles du canton. Ce festival n'a cessé de grandir pour parvenir à sa propre définition de la culture en l'alliant à un caractère festif. La Garden Party milite pour un concept de culture ouverte et accessible à toutes et à tous en tant que bien public. Elle offre à son public, une fête éclectique qui unit de multiples performances artistiques. C'est un espace d'échanges, de rencontres, de découvertes, de réflexions, voire de remises en question, mais également d'expérimentations.

C'est chaque année, au début du mois de mai - avec l'arrivée de la belle saison - que le Parc des Bastions se transforme en un lieu magique où cohabitent une diversité de style de musique, d'activité et de gens. Par la diversité de musique, j'entends par là des sons rock, du chill-out, du classique, du reggae, de l'électronique ou encore de la disco. Au milieu de ces décibels, des joueurs de jass s'affrontent, des amateurs de jeux de société se rencontrent, des cinéphiles se ruent sur les courts métrages, de jeunes artistes se déhanchent sur les planches, etc. Enfin et surtout, ici et là, entre les bonnes odeurs de la cuisine asiatique, italienne ou locale, se rencontrent une multitude de gens, des plus petits aux plus grands. On entend discuter de la semaine d'école de la petite Emilie, du dernier cours de Pierre Allan, des dernières gaffes de Georges W. Bush, et surtout de la fille qui fait tourner la tête de tous les garçons...

En attendant la prochaine édition, qui aura probablement lieu les 6 et 7 mai 2005, toute l'équipe de la Garden Party se réjouit déjà de vous voir - ou revoir pour certains fidèles - afin de fêter tous ensemble la neuvième Garden Party.

Taufiq ABDILAH

AVOIR DE LA NEIGE SUR LA PLANCHE

Quand on m'a demandé d'écrire un petit article sur le snowboard dans ce journal, hautement académique, ma première réaction a été : comment donner corps à une idée aussi paradoxale que de vanter les joies de la marche à pied dans une revue automobile ? Mon réflexe initial a été de me jeter sur l'*Encyclopédie Universelle de la planche des neiges* en quinze volumes pour donner aux lecteurs une information complète sur : la préhistoire, l'histoire et l'historiographie de ce sport. Rapidement, il est apparu que ce n'est pas de cette manière que j'atteindrai une solution optimale.

Mon choix s'est donc reporté sur une problématique plus philosophique : est-il éthique de vanter les joies de la glisse à des lecteurs qui travaillent studieusement tout l'hiver pour mener à bien une mission fondamentale pour l'humanité entière, faire avancer la science ? De prime abord, la réflexion, l'étude et la rédaction ne semblent pas forcément compatibles avec les *switch rodéo back 720*¹, les sauts de barre de rocher de quinze mètres, les excès de vitesse dans trente centimètres de neige ultra-poudreuse et les heures passées à jouir du spectacle visuel offert par les sommets enneigés.

Néanmoins, le(la) chercheur(se)-snowboarder(euse) avisé(e) saura, s'il(elle) respecte quelques règles, dépasser cet antagonisme purement théorique.

Règle n°1 : Au déjeuner, on préférera l'écoute des enregistrements secrets retraçant le *Watergate* plutôt que celle du hip-hop, du métal, de la musique électronique ou tout autre forme de divertissement pouvant détourner de la réflexion.

Règle n°2 : Ne jamais partir *ridér*² sans sa charte de l'ONU, son exemplaire original de «Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations» d'Adam Smith et ainsi que celui du «Prince» de Machiavel, que vous consulterez avant de vous lancer sur une «table»³ de vingt-cinq mètres.

Règle n°3 : Profiter des files d'attente aux remontées mécaniques pour perfectionner son anglais⁴ et, parallèlement, chercher à discerner si le comportement des individus plongés dans ce référentiel est d'ordre néo-réaliste ou libéral.

Last règle : Pendant votre descente, gardez toujours une attitude digne, même en cas de gamelle aggravée avec perte de bonnet, etc. Si Keynes avait été un snowboarder, il est certain qu'il ne se serait jamais départi de sa classe, donc suivez sa voie.

Si l'on récapitule brièvement, on constate donc que même si le snowboard peut être considéré par le néophyte comme un sport extrême, donc pas forcément proche de la démarche intellectuelle, cela n'est pas vrai pour le pratiquant averti et conscient de son acte. Enfin, on retiendra que snowboarder pendant les week-ends d'hiver ne doit pas forcément impliquer «culpabiliser pour non présence en bibliothèque» mais, au contraire, être vu comme un acte engagé, pour ne pas perdre contact avec les éléments fondamentaux pour le

chercheur que sont la neige, le vent et le fendant (consommé, bien évidemment, avec modération).

Bon hiver à tous.

Yann Decorzant

1 : En français courant : une double rotation sur soi-même, couplée à un saut périlleux arrière, le tout effectué dans le sens non naturel de la glisse du ou de la pratiquant(e).

2 : Pratiquer le snowboard, en langage d'initié.

3 : Saut, toujours en langage d'initié.

4 : Particulièrement pertinent si vous fréquentez couramment les pistes de : Verbier, Crans-Montana, des Grands-Montets ou encore Zermatt.



SERGE04.

RECETTE DE SOUPE À LA COURGETTE ET AU CURRY

POUR VOUS RÉCHAUFFER BRANCHÉ ET LÉGER...

Cette recette est dédiée à tous ceux qui ont bien suivi les conseils du premier numéro mais qui ne peuvent s'empêcher de culpabiliser à l'idée de voir réapparaître quelques petits bourrelets mal placés. Il est donc temps de se reprendre en main, un mois d'orgie calorique ça suffit largement ! En effet l'été est encore loin cependant il se pourrait que vous rencontriez l'âme sœur cet hiver au bas des pistes ou autour d'une fondue.

Il est vrai que se contenter de yaourts 0%, de pommes et de brocolis cuits à l'eau n'est pas bien alléchant, mais en suivant cette recette de soupe, vous pourrez vous faire plaisir sans compter les calories et inviter vos amis les plus *trendy*. Les bars à soupe et autres cantines où l'on déguste toutes sortes de potages étant tendance alors, à vos mixeurs et lancez-vous dans cette recette de soupe à la courgette et au curry.

Découpez en cubes 900 grammes de courgettes, 330

grammes de pommes de terre épluchées. Coupez un oignon grossièrement (pour vous éviter quelques larmes, un petit truc de grand-mère : serrez les dents pendant que vous l'épluchez !). Préparez un bouillon de légumes (1 litre environ) frais ou lyophilisé.

Dans une cocotte, faites chauffer 2 cuillérées à soupe d'huile. Quand celle-ci est bien chaude, versez l'oignon, une gousse d'ail hachée. Saupoudrez généreusement de curry. Remuez constamment, le temps que l'oignon s'imprègne de curry.

Versez le bouillon. Ajoutez les pommes de terre et 5 à 10 minutes plus tard les dés de courgettes. Laissez cuire 20 minutes. La soupe ne doit pas bouillir. Salez, poivrez.

Maintenant c'est le moment de tester votre nouveau mixeur *ultra design* : plus cette soupe est mixée, meilleure elle est. Bon appétit à toutes et tous ! Vous pouvez retrouver cette recette et bien d'autres encore sur le site isaveurs.com.

Anne Vernat

TYPOLOGIE MACABRE

Les biographies des dictateurs ne s'attardent jamais sur ce qu'ils deviennent une fois éloignés du pouvoir, ni sur leur façon de passer de la vie au trépas. Pourtant, le fait de voir les destins de ces hommes, souvent défiés par un culte de la personnalité (qui va de pair avec toute bonne dictature qui se respecte), soumis à la plus commune des sentences humaines - la mort - peut être bénéfique. Le but de l'exercice est de rendre une banale humanité à ces personnages monstrueux qui ont fasciné ou qui fascinent encore des milliers de gens souvent mal informés et en quête d'une figure solide pour guider leur quotidien. Tentons de voir que ces «surhommes» n'en étaient justement pas, et qu'après avoir régné dans la gloire et la richesse, ils ont parfois fini leur vie dans l'oubli, avant de ne devenir plus qu'un lamentable tas de matière organique en décomposition. Précisons qu'il ne s'agit pas ici de se réjouir avec sadisme de la mort de ces bourreaux, mais bien de démystifier l'aura d'«extraordinarité» qui entoure les personnages les plus sanglants de notre mémoire collective. Il faut exorciser d'une part le mal qu'ils ont fait, et éviter d'autre part qu'un culte malsain se développe autour d'eux. Comme c'est

le cas pour Hitler, idolâtré par un groupe malheureusement croissant de petites frappes sans doute apeurées par le vide de leur propre existence.

C'est cette logique humanisante, pour ne pas dire «démystérisante», qui a motivé la mise en image de la «triste» fin d'Adolphe dans le film *Der Untergang*, dont le succès fait froncer plus d'un sourcil en Allemagne. En effet, certains héritiers de cette lourde page d'histoire qu'est le nazisme restent dubitatifs quant à l'utilité de rendre le personnage plus humain. Le débat est lancé. Contentons-nous ici d'émettre une humble hypothèse : le suicide est un excellent terreau pour faire germer un culte, parce que le demi-dieu, intouchable de son vivant, reste intouché par ses adversaires même au moment de sa mort.

Ceci n'est pas le cas d'une grande partie de crapules notoires, qui ont péri sous le feu de leurs ennemis jurés. Prenons l'exemple de Mussolini, exécuté sommairement par des maquisards communistes. La banalité de sa mort n'explique-t-elle pas en partie la différence de

popularité que connaît aujourd'hui le Duce par rapport au Führer ? Plus près de nous, la choquante exécution de Ceaucescu et de sa femme, fusillés après un procès express, est retransmise en direct sur la chaîne de télévision nationale et prend ainsi des allures de vengeance collective. Le spectacle macabre achève de détruire l'image quasi-divine dont jouissait le dictateur de son vivant.

Une autre catégorie de fins de vie est celle des tyrans qui ont sombré dans l'oubli. Hailé Sélassié 1^{er}, empereur d'Éthiopie, surnommé «le Négus» - car il est le premier homme noir à revenir à la tête d'un pays indépendant en Afrique après la colonisation, était considéré comme un véritable dieu par son peuple et est encore vénéré aujourd'hui comme tel par la religion rasta. Après avoir passé sa vie à réciter de jolis poèmes à l'ONU sur le développement et contre le racisme, dissimulant au passage quelques famines qui ont coûté la vie à des millions d'êtres humains, l'empereur est déposé par les militaires en 1974. Il passe la dernière année de sa vie accompagné d'un unique serviteur, assigné à résidence dans son palais, avant de passer l'arme à gauche dans l'anonymat le plus total. Il faudra attendre 1992 pour retrouver ses ossements sous une dalle en béton de son auguste demeure, et ce n'est que huit ans plus tard que «Jah Rastafari» a droit à des funérailles à la cathédrale d'Addis-Abeba. Pas de doute, ce genre de tracas *post mortem*, ça vous ramène sur terre n'importe quel dieu. En revanche, c'est un oubli plus chanceux qui a permis à Idi Amin Dada, idéal-type malheureusement bien réel du dictateur africain, de décéder l'année dernière à l'abri de tout reproche en exil en Arabie saoudite, après avoir allégrement tenu en Ouganda l'une des dictatures les plus sombres et les plus sanglantes du XX^{ème} siècle.

Mais il y a destinée plus heureuse encore pour les autocrates, c'est d'être membre du club plus *select* des jusqu'au-boutistes. En effet, nombre d'opresseurs sont restés au pouvoir jusqu'à leur dernier souffle. C'est beau la persévérance. Mao est un de ceux-là. Cependant, rongé par la maladie de Parkinson, le père de la Révolution culturelle s'éteint dans un cumul de maux atroces, avant de se rallumer quelques années plus tard. Aujourd'hui, on vend place Tiananmen aux touristes en provenance des pays capitalistes des jolis briquets à son effigie. Là aussi, le charme est rompu. C'est la même chose pour son *tavaritch* Staline, qui voit au moment de sa mort défiler des milliers de fidèles pour contempler sa dépouille empaillée aux côtés de celle de Lénine. On est en droit de se demander s'il s'agit alors d'un hommage *post mortem*, ou si le peuple voulait simplement s'assurer que son oppresseur était mort une bonne fois pour toute.

Selon nos valeurs morales, le meilleur moyen d'exorciser le mal qu'ont causé «les criminels contre l'humanité» - car telle est désormais la terminologie qui leur convient - passe aujourd'hui par un jugement. Cependant, ce n'est pas à moi de vous rappeler les nombreux problèmes auxquels se heurtent cette démarche. Par exemple, on débat âprement pour savoir si oui ou non Pinochet a encore suffisamment de capacités psychiques pour être jugé. Les problèmes de

santé constituent une bonne porte de secours pour l'accusé. Milosevic, qui consacre sa retraite à rendre le Tribunal Pénal International aussi crédible qu'une statistique sur l'immigration publiée par l'UDC (*ndlr*: Union démocratique du Centre) se sert aussi de cette astuce, faisant à n'en point douter grincer des dents cette pauvre Carla. Quant à Saddam, on peut se demander si un jour un procès équitable aura lieu, et s'il sera réellement condamné par ceux qu'il a fait souffrir. Mais vu la situation actuelle en Irak, rien n'est moins sûr.

Espérons toutefois que ces mécanismes se mettent en place rapidement, la race des dictateurs n'étant de loin pas en voie d'extinction. Finissons en effet par rappeler qu'au moment même où vous lisez cet article, des dictateurs plutôt «vieille école» comme Kim Jong-il, ou de la nouvelle génération comme Lukashenko en Biélorussie, véritable étoile montante de la dictature, continuent à faire souffrir plus ou moins en silence des milliers d'êtres humains. Pourtant, malgré tout ce que la propagande peut réussir à faire croire, eux-mêmes ne sont pas plus que de simples êtres humains, bêtes et méchants, certes, mais vulnérables aussi.

Aldo Brina

LA DINDE ATTITUDE

Après une dizaine d'années d'études approfondies, de nombreuses expériences et analyses sur le terrain et d'innombrables interviews je peux, enfin, vous faire part de l'avancée de mes recherches. Je pourrais faire une thèse avec une problématique et des hypothèses, un questionnaire et ses résultats à l'appui... mais je ne veux pas m'adresser seulement aux spécialistes de la question. Alors, le plus simple est de vous raconter la journée «idéal-type» de mon sujet de travail qui n'est autre que «la dinde». Bien sûr, il faut tenir compte du fait que je n'ai jamais réussi à passer une journée entière avec un spécimen.

La journée de «la dinde» commence très tôt. Après un réveil en douceur sous une douche chaude - froide - chaude pour raffermir la peau, elle entame la séance de préparation : pour cela, deux heures sont une bonne moyenne (les spécimens très rapides peuvent parfois descendre en dessous mais cela reste rare). Elle enchaîne par les petites crèmes à droite à gauche : hydratantes, raffermissantes, relaxantes, dynamisantes, anti-rides, anti-cernes, pour les pieds, pour les mains, le

visage, sous les ongles, et j'en passe. Ensuite vient l'enrobage : compliqué et stressant ! Elle doit d'abord chercher la tenue adéquate parmi les 200 pulls, les 400 t-shirts, les 150 jeans ou peut-être les 180 jupes (il fait beau aujourd'hui !). Tout doit être assorti et choisi spécialement pour l'occasion : du sac aux chaussures, de la couleur des cheveux au vernis à ongles des pieds (même si c'est l'hiver... on ne sait jamais !).

Bref, le choix est difficile surtout qu'elle doit se rappeler ce qu'elle a acheté le week-end précédent à Paris et celui d'avant à Milan... ou à Londres ? Je ne sais plus. En plus, la mode se démode, et là un calcul simple s'impose à elle : acheter en promo n'est finalement pas si rentable. Imaginez : un débardeur acheté en méga-promo, deux semaines après l'achat cela fait déjà au minimum deux mois qu'il est sur le marché, donc démodé donc immettable ! Et il prend de la place dans l'armoire !

Enfin la tenue trouvée (elle rangera le tas d'habits essayés plus tard) il est alors possible de passer devant le troisième miroir. Et là, c'est Noël tous les jours, il faut y aller à cœur joie mais avec *style*¹ : séance maquillage. Mascara, fond de teint, rouge à lèvres, baume à paupières, crayon pour les yeux, blush, crayon à lèvres, vernis à ongles (pieds et mains), etc. Je n'ai pas encore compris l'ordre mais cela viendra. Petit passage devant le grand miroir, vérification que le natel et la trousse de maquillage d'appoint se trouvent bien dans le sac et... dernier passage devant le miroir : il faut vraiment être parfaite car le monde extérieur est sévère, il critique et juge. Bon, cette fois c'est la bonne !

Une fois sortie de son monde de paillettes et parfums elle sait quel est le secret de sa réussite : il ne faut surtout pas se dévoiler, ne pas parler d'autre chose que de mode, de shopping, du *loft* de hier soir et de la *star ac'* qui est bien meilleure que la précédente (l'ancienne est démodée). Le ciné peut être un sujet de conversation mais seulement les grandes œuvres, sans philosophie. Orlando Bloom qui est trop beau et Brad Pitt qui joue trop bien... Les thèmes trop culturels, politiques et intelligents sont à bannir : sujets inutiles et ennuyeux ... Pourquoi se prendre le chou alors que Louis Vuitton sort sa nouvelle collection.

La vie sociale est aussi fondamentale : elle doit connaître le plus de monde possible. Le but n'est pas de savoir à quoi s'intéressent les gens. Ni même de se souvenir de leurs prénoms. Non, il faut tout simplement pouvoir les saluer et qu'ils vous répondent. «Salut ça va ? - Oui oui et toi ?» la réponse est, on l'espère : «oui oui...». Sinon imaginez la perte de temps !

La superficialité et la perfection sont les maître-mots. Pour rester parfaite elle a ses petits secrets. Le natel, objet culte, doit être utilisé judicieusement. Il ne faut surtout pas abîmer le maquillage : pour cela elle le décolle légèrement et le tour est joué... et classe garantie ! Les activités de la journée ne doivent pas être trop développées : un cours ou deux tout au plus. Il faut du temps pour le shopping et pour se montrer. Pour cela le moment le plus important est bien sûr le week-end : il

faut sortir à tout prix dans les lieux les plus branchés possible. Un truc où seulement les riches vont (même si elle ne l'est pas, juste pour le *style*¹).

On pourrait donc voir une contradiction à l'hylémorphisme, en effet la matière n'importe peu, seule la forme compte. J'espère ainsi répondre un tant soit peu à vos interrogations sur le sujet. Même si je sais que l'engramme de vos études est fort, sachez chers amis étudiants, vous qui voulez étudier, analyser, pousser le savoir à son paroxysme : il existe autre chose que de la rhétorique et des problématiques... posez-vous cinq minutes et respirez et, si cela n'a pas suffi : respirez encore... l'analyse sociologique de la dinde attitude n'était qu'un cauchemar !

Antoine

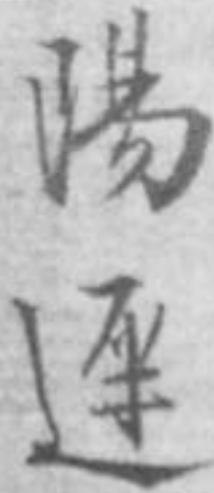
1 : En anglais dans le texte



ERRATA

Comme pour tout journal qui se respecte, il y avait des erreurs dans le précédent numéro. En voici la liste :

- Mme Zaugg a pour profession «consultante indépendante en communication et événementiel»;
- Pascal, rédacteur de l'article sur le GIMUN, se nomme Vollenweider;
- Les lecteurs attentifs auront remarqué que nous traitons de l'Amérique Latine, et non pas seulement du Sud;
- Plus une précision qu'une erreur : le soleil utilisé dans les deuxième et dernière pages ne sont pas une volonté de militariser le journal.



復陽運